

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance

Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre

Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources

Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en ligne (Afp- ats - Ap - Reuters, XINHUANET) ainsi que les sources d'informations de la résistance

Journal de Palestine

Spécial dossier

N° 253 du 18.06

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyez pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mon blog : <http://journal-palestine.blogspot.com>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) dans la rubrique "Le journal des Palestiniens" sur le site "Palestine, le secret dévoilé" : <http://www.palestinefr.net/jop.php>.

d) Le "Journal de Palestine" est également visible sur le site <http://www.aredam.net/> rubrique 14

e) Sur le site de Alain Pottiez : <http://socialisme-solidarite-che.skynetblogs.be/>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

Dernière nouvelle

16-06

A Gaza, le vice-président du Parlement Ahmed Bahar, du Hamas, a déclaré que tout gouvernement qui n'obtient pas l'approbation du Parlement doit être considéré comme anticonstitutionnel. Le Hamas dispose d'une majorité au Parlement, mais la législature ne fonctionne plus depuis plusieurs mois, suite à l'arrestation par Israël de membres du Hamas.

Selon M. Bahar, le Hamas considère la coalition Hamas-Fatah dirigée par le Premier ministre Ismaïl Haniyeh comme le gouvernement légitime.

Au lendemain du limogeage du gouvernement Hamas-Fatah, le président palestinien a désigné vendredi un nouveau Premier ministre, le ministre des Finances Salam Fayyad.

AP

16-06

Le porte-parole du Hamas à Gaza, Sami Abou Zouhri a dénoncé "une campagne d'extermination" contre les activistes du Hamas en Cisjordanie, en faisant porter la responsabilité à M. Abbas. "Nous ne resterons pas les bras croisés face à ces crimes", a-t-il averti. Le Hamas a pris vendredi le contrôle de la bande de Gaza après avoir mis en déroute les forces de sécurité fidèles au Fatah, au cours de combats qui ont fait 115 morts et des centaines de blessés.

(AFP- 00h18)

16-06

Le chef en exil Khaled Mechaal a affirmé vendredi à Damas que le Hamas n'avait pas l'intention d'accaparer le pouvoir et appelé à un dialogue avec M. Abbas.
(AFP- 00h18)

Condensé du jour

- Abbas rejette l'appel de la Ligue arabe pour une rencontre avec Mechaal
- Gaza : Collecte toutes les armes illégales
- Cisjordanie : assaut du Fatah contre le Parlement et des ministères tenus par le Hamas
- Une cinquantaine de dirigeants du Fatah à Gaza ont gagné la Cisjordanie
- Gaza : Le Premier ministre Ismaïl Haniyeh nommé de nouveaux chefs de la sécurité
- Le président Abbas constitue un cabinet d'urgence
- Les Etats-Unis parlent d'une prochaine levée de l'embargo
- Cisjordanie : des hommes armés du Fatah prennent d'assaut le Parlement et des ministères
- La maison d'Arafat pillée à Gaza
- Mahmoud Abbas rencontre un haut responsable américain
- Kadhafi s'oppose à l'ingérence arabe dans le conflit palestinien
- Diplomatie arabe : "Revenez comme avant"

http://www.aloufok.net/article.php?id_article=3936

Tiré à Part

La bande de Gaza, une terre palestinienne chargée d'histoire

Située au sud-ouest de la Palestine et limitrophe de l'Égypte, cette région côtière de 362 km², longue de 45 km et large de six à 10 km, abrite 8 000 colons installés dans 21 colonies disséminées à travers le territoire.

Quelque 900 000 des 1.300.000 habitants de la bande de Gaza sont des réfugiés ou des descendants de réfugiés qui se sont installés dans ce territoire après avoir été expulsés de chez eux au lendemain de la création d'Israël en 1948.

Selon des chiffres officiels palestiniens, plus de la moitié des habitants vivent sous le seuil de la pauvreté et 45 % de la population active est au chômage.

Le bouclage répétés imposés par l'armée d'occupation depuis le début de l'Intifada en septembre 2000 et les restrictions aux déplacements à l'intérieur de ce territoire ont considérablement contribué à la hausse du chômage et la détérioration de la situation économique.

L'autorité palestinienne exerce, théoriquement, sa souveraineté sur 67 % du territoire, les 33 % restants étant occupés par les implantations où les colons vivent sous haute protection, et les zones militaires.

L'armée d'occupation y a multiplié les opérations ces derniers mois, détruisant plus de mille maisons et faisant des centaines de morts notamment à Rafah (sud) et Jabaliya (nord).

Bien connue pour être un des deux territoires palestiniens occupés par Israël, avec la Cisjordanie, la bande de Gaza présente une histoire bien plus ancienne, ballottée, au rythme des guerres, entre plusieurs royaumes et États.

Ville de garnison de l'Égypte pharaonique jusqu'au XII^e siècle avant J.-C., à partir de cette date, le peuple non sémitique des Philistins, ennemi traditionnel des Israélites, s'établit à Gaza, et en fait un des chefs-lieux de son royaume, situé au sud de la Palestine. Les Babyloniens de Nabuchodonosor les balaient au VI^e siècle avant J.-C., puis Gaza est occupée par les Phéniciens.

Vers 332 avant J.-C., Alexandre le Grand assiège la cité de Gaza pendant deux mois. Elle connaîtra d'autres sièges durant les guerres dites des Maccabées (à partir de 200 avant J.-C.) et les croisades. Le territoire « moderne » de Gaza est dessiné par le roi de Judée,

Hérode le Grand (37 avant J.-C.-4 avant J.-C.), et la ville demeure longtemps une place commerciale importante, lieu de passage des caravanes entre l'Égypte et la Syrie.

En février 1799, lors de la campagne d'Égypte de Napoléon Bonaparte (1798-1799), les armées françaises occupent Gaza. Le territoire, alors sous souveraineté ottomane, est dirigé par les Mamelouks.

Entre 1919 et 1948, la bande de Gaza, partie intégrante de la Palestine, est sous mandat britannique de la Société des Nations (SDN), puis de l'Organisation des Nations unies (ONU), après sa création en juin 1945.

De 1949 à 1967, après la Nakba, le territoire passe sous administration égyptienne, sans être annexé.

Néanmoins, suite à la guerre de Suez (1956), Israël occupe la bande de Gaza, de novembre 1956 à mars 1957.

Pendant la campagne de Suez en 1956, elle avait été le théâtre des affrontements israélo-palestiniens de la période 1948-67.

C'est dans les camps de réfugiés palestiniens de la bande de Gaza qu'ont émergé pendant cette période les premiers dirigeants du Fatah, principale composante de l'organisation de libération de la Palestine (OLP). Israël a évacué Gaza en 1957, avant de l'occuper de nouveau au terme de la guerre israélo-arabe de juin 1967.

http://www.aloufok.net/article.php?id_article=1658

1 Médias

1-1 Manifestation à Washington DC (Vidéos)

1-2 Interview du rabbin Weiss qui dénonce la propagande des médias en faveur d'Israël et les mensonges sur l'Iran..

2 Les brèves

2-1 Le "coup d'Etat" du Hamas est un sérieux obstacle à la création d'un Etat palestinien.

2-2 Les experts sont sceptiques : Une intervention de l'ONU à Gaza ne paraît ni probable ni souhaitable.

2-3 Marie-Ange Patrizio : Washington-Gaza_

3 Dossier

3-1 Point de vue de Angela Pascuci .Palestine - Gaza : une feuille de route vers l'enfer, par Angela Pascuci.

3-2 Point de vue de Ali Abunimah : :Un recul pour la doctrine de Bush dans Gaza..

3-3 Point de vue de Pierre-Yves Salingue : Contre les putschistes de Ramallah.

3-4 Point de vue de D. Waroquiez : L'Union Européenne complice de la colonisation et des crimes de guerre israéliens.

3-5 Point de vue de Mohssen Massarrat : Les raisons de la guerre interpalestinienne : la plus grande faute d'Arafat.

3-6 Jean-François Legrain : Comprendre : «Il ne fallait pas dissoudre le gouvernement d'union nationale en Palestine».

3-7 Point de vue de Gershon Baskin : La chute de Gaza et l'avènement de la Palestine.

3-8 Point de vue de Chérif BOUDELAL : Le Pétain de Palestine à Ramallah.

3-9 Point de vue de Saâdoune : Palestine «Complots», fièvres et déchirements.

3-10 Analyse de Hisham Bustani Qu'est-ce qui se passe en Palestine, nom de Dieu ?

4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net

4-1 Palestine, Gaza - Ce que les "grands" médias ne disent pas : s'agit-il vraiment, "simplement", d'un "combat inter-palestinien" ?

1 S'agit-il vraiment, "simplement", d'un "combat inter-palestinien" ? par Tony Sayegh.

2 Guerre américaine par procuration à Gaza par Ali Abunimah.

3 Un Pinochet palestinien en marche ? par Tony Karon.

4 "Gaza n'est pas au Hamas tout comme la Cisjordanie n'est pas au Fatah" par

5 Hypocrisie internationale autour de Gaza par Michel Bôle-Richard.

6 Dernière chance : dissoudre l'Autorité nationale palestinienne, par Michele Giorgio.

7 Dissoudre tous les services - et repartir, par Michele Giorgio.

Le FPLP et le FDLP ont organisé une manifestation populaire place du soldat inconnu et dénoncent la folie sanguinaire qui sévit à Gaza.

4-2 Khaled Mechaal : Hamas n'a pas l'intention de prendre le pouvoir et le problème n'est ni avec Fateh ni avec Mahmud Abbas.

4-3 La Palestine trahie par les siens.

4-4 Palestine : Extraits de la réponse du Ministre D. Reynders. (Belgique)

5 Annexe

5-1 Khaled Amayreh : Le nouveau président d'Israël : un criminel de guerre par excellence.

5-2 La réalité de l'occupation en Cisjordanie.

5-3 Discours du Dr. Hisham Bustani, de l'Alliance du Peuple Arabe Résistant

1 Médias/Vidéos

1-1 Manifestation à Washington DC (Vidéos)

Une manif regroupant environ 5000 personnes, très vive avec des slogans percutants.

End the Israeli Occupation Rally, June 10, 2007

<http://www.youtube.com/watch?v=DUzG3byX-Kg>

1-2 Interview du rabbin Weiss qui dénonce la propagande des médias en faveur d'Israel et les mensonges sur l'Iran.

Rabbi Weiss clarifies media lies

2 Les brèves

PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 Le "coup d'Etat" du Hamas est un sérieux obstacle à la création d'un Etat palestinien.

Le Hamas a perpétré "un coup d'Etat de facto" contre le gouvernement démocratiquement élu à Gaza qui est un sérieux obstacle à la création d'un Etat palestinien, avec des implications pour tout le Proche-Orient, a affirmé vendredi l'ancien émissaire de l'ONU dans la région.

Terje Roed-Larsen, qui est désormais le président de l'Académie internationale de la paix et émissaire de l'ONU pour les questions libano-syriennes, a qualifié la prise de pouvoir par le Hamas dans la Bande de Gaza de "moment déterminant dans l'histoire du Proche-Orient et de l'histoire des conflits au Proche-Orient".

"Nous avons eu un conflit inter-arabe, de facto une guerre civile à Gaza, qui a conduit à un coup d'Etat de facto", a-t-il expliqué.

"Nous avons maintenant un mini-Etat de facto à Gaza après le coup d'Etat mené par l'ancien Premier ministre, et nous avons un président légitime, démocratiquement élu, Mahmoud Abbas, et son nouveau Premier ministre, à Ramallah, en Cisjordanie", a ajouté M. Roed-Larsen.

Il a qualifié les actions du Hamas de "complètement contre-productives par rapport aux justes aspirations du peuple palestinien" et de "plus sérieux coup porté à la création d'un Etat palestinien".

Selon lui, il est de "la plus haute importance" pour la communauté internationale de lancer une initiative diplomatique qui inclurait les Etats arabes modérés, l'Europe et les Etats-Unis, sous l'égide des Nations unies.

"Seule une telle alliance aura la possibilité d'empêcher une nouvelle flambée de violence", a ajouté M. Roed-Larsen, qui a passé 12 ans à essayer de résoudre le conflit israélo-palestinien.

AP

2-2 Les experts sont sceptiques : Une intervention de l'ONU à Gaza ne paraît ni probable ni souhaitable.

L'idée d'une intervention d'une force de l'ONU dans la bande de Gaza, lancée par le secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon, était accueillie hier avec un scepticisme marqué par des experts, du point de vue de son opportunité autant que de sa faisabilité.

Peu de pays, sinon aucun, accepteraient d'envoyer des troupes dans la poudrière de Gaza avant qu'un cessez-le-feu ne soit établi entre le Hamas et le Fateh, anticipaient, unanimes, ceux interrogés par l'AFP. Pour une source diplomatique britannique, la proposition de Ban Ki-moon n'est que « paroles en l'air ».

Pour une autre, elle est bien intentionnée, mais absolument pas réaliste au regard de la situation actuelle et de l'histoire des interventions internationales au Proche-Orient.

Dans un entretien hier au Frankfurter Rundschau, le chef de la diplomatie allemande, Frank-Walter Steinmeier, a qualifié l'hypothèse d'« impensable ». Il a appelé à

« rester réaliste », estimant que la question ne pourrait se poser qu'une fois la situation apaisée. Selon l'ancien diplomate Carne Ross, qui a travaillé à la mission britannique à l'ONU avant de quitter le Foreign Office en raison de la guerre en Irak, un accord politique entre le Hamas et le Fateh est un préalable. « Sans cela, toute force étrangère sera immédiatement attaquée », a-t-il estimé. « Cela créerait une très vilaine situation, dans laquelle aucun pays, je pense, ne voudrait voir ses troupes engagées. »

Pascal Boniface, de l'Institut de relations internationales et stratégiques à Paris, partage cette opinion, soulignant en outre les difficultés d'une intervention de maintien de la paix dans une zone aussi densément peuplée que la bande de Gaza, avec le risque de guérilla urbaine. « On voit mal des pays envoyer des soldats dans un endroit que par définition ils ne connaissent pas, sur lequel ils n'ont pas l'avantage du terrain, qui en plus est extrêmement urbanisé », a-t-il jugé.

M. Ross remarque de son côté que même si une résolution était votée en urgence à l'ONU, cela « prend des semaines au minimum » pour envoyer sur le terrain les troupes onusiennes, citant en exemple l'envoi de la Finul renforcée au Liban

Pour Chris Doyle, directeur de l'ONG londonienne Council for Arab-British Understanding, une force internationale ne serait viable que dans le cadre élargi d'une relance du processus de paix entre Israéliens et Palestiniens. « Même si le secrétaire général (M. Ban) veut être vu comme faisant quelque chose, c'est en fait ce que la secrétaire d'Etat (Condoleezza Rice) et le président américain ont à dire sur la question qui aura le plus de poids », a-t-il remarqué.

L'inquiétude croissant dans la région, MM. Ross et Doyle estiment tous deux que l'Arabie saoudite pourrait tenir un rôle, pour peu qu'elle croie encore à une issue positive après l'échec aujourd'hui manifeste de l'accord signé en février à La Mecque entre le Hamas et le Fateh. L'Égypte, qui fait office de médiateur à Gaza, et la Ligue

arabe, dont les ministres des Affaires étrangères devaient se réunir hier au Caire, pourraient aussi éviter un bain de sang.

Pour Rime Allaf, spécialiste du Proche-Orient à l'institut de réflexion stratégique londonien Chatham House, la communauté internationale devrait faire un geste en renonçant au gel de l'aide directe au gouvernement palestinien adopté depuis l'arrivée au pouvoir fin mars 2006 du Premier ministre du Hamas Ismaïl Haniyeh. Une force onusienne « est la pire des solutions », a-t-elle insisté. « Il faut une intervention, mais pas une intervention armée. Ce dont les Palestiniens ont besoin, c'est d'une raison de ne pas rester dans les rues, ils ont besoin de croire que quelque chose de bon peut sortir d'un gouvernement d'union nationale ».

Phil HAZLEWOOD (AFP)

Le quotidien libanais d'expression française Le quotidien libanais d'expression française

Samedi 16 Juin 2007 L'Orient-Le Jour

<http://www.lorient-lejour.com.lb/page.aspx?page=article&id=344663>

2-3 Marie-Ange Patrizio : Washington-Gaza.

Bonjour, pour avoir d'autres informations que ce que les médias nous bombardent ces jours ci, prenez le temps d'aller voir sur les sites : <http://www.mondialisation.ca>

et <http://www.info-palestine.net> :

"Les tireurs du Fatah, dont on dit qu'ils ont initié la chute du gouvernement palestinien d'unité et provoqué les derniers affrontements, ont peut-être juré fidélité au Président Abbas, mais ce n'est pas de lui qu'ils tiennent leurs ordres

Le dirigeant auquel ils obéissent est Mohammed Dahlan, le seigneur de guerre de Gaza qui a depuis longtemps été adoubé par Washington pour tenir le rôle d'un Pinochet palestinien.

Quelles que soient les dissensions précises à l'intérieur de l'Administration Bush, il est évident que Dahlan, comme Pinochet il y a un quart de siècle, ne se lancerait pas dans une confrontation avec un gouvernement élu sans être sûr qu'il a la bénédiction de forces puissantes à l'étranger pour le faire. Si l'actuelle bataille de rues se transforme en assaut frontal avec le gouvernement d'unité, il y a de fortes chances que ce soit parce qu'il a obtenu le feu vert de quelque part – et ce n'est certainement pas de Mahmoud Abbas.

<http://www.ism-suisse.org/news/article.php?id=6848&type=analyse&lesujet=R>

il faut dire que ce qui est en train de se passer non seulement n'est pas une guerre civile, mais n'est pas non plus un combat palestinien entre le Fatah et le Hamas.

Plus exactement, il est désormais évident qu'une faction, au sein du Fatah, représentée par le (tristement) célèbre Dahlan, et avec la complicité de la **marionnette Abbas**, est en train de mener un effort dans le style de la Contra, visant à imposer un règne de terreur et un "Etat" policier aux Palestiniens, afin de leur imposer un "règlement" favorable à Israël et de supprimer physiquement toute opposition.

Ce n'est sans doute pas un effet du hasard, si le cerveau qui a concocté ce plan n'est autre que celui d'Elliott Abrams, muni de l'expérience de la CIA dans le renversement de gouvernements, l'armement et le financement d'escadrons de la mort et de forces telles celles de la Contra [intervention militaire extérieure déguisée en insurrection intérieure contre le gouvernement révolutionnaire du Nicaragua, ndt], et les campagnes d'assassinats et de terreur".

Sent: Saturday, June 16, 2007 8:09 AM

Merci à Jean-Luc Mercier d'avoir diffusé ces liens. Prenez le temps de faire les manœuvres nécessaires, ce sont des informations capitales qui ne passent pas la barrière des "grands" médias .

m-a

3 Dossier PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

3-1 Point de vue de Angela Pascuci .Palestine - Gaza : une feuille de route vers l'enfer, par Angela Pascuci.

Palestine ne devait pas exister, et Palestine n'existera pas, parce que l'identité palestinienne a finalement été détruite, massacrée dans les corps et humiliée dans l'esprit. Peut-être que, pour elle aussi, on parlera d'une épave du 20ème siècle, et comme telle, à juste titre, balayée.

Le feu dévorant fait rage à Gaza, nourri par de l'essence d'importation que la direction palestinienne, dans son ensemble, a bue avec avidité, parce que on ne lui a aussi jamais vraiment offert d'autres aliments alternatifs, plus propres, plus sains et justes, et que, dans le désert créé par l'injustice et l'isolement, ceux qui apportent des secours méritent gratitude et écoute. Même si tôt ou tard, ils demanderont des comptes. Même si tôt ou tard arrivera, inévitable, l'effondrement de ce sens du « nous » qui

avait permis à tout un peuple de se reconnaître dans « sa » diversité. Une altérité qui, si elle l'a condamné dans le monde arabe, lui a toujours permis de sauver son âme, dans les défaites infligées par une Histoire bâtie par d'autres où, depuis une certaine date, un peuple entier n'a plus été prévu. D'autre part, comment ne pas qualifier de plaisanterie grotesque de l'Histoire, l'appel du « pharaon » égyptien Hosni Moubarak au peuple palestinien, pour qu'il descende dans la rue et demande la fin du massacre. Lui, président à vie d'une nation tenue sous le fouet, lui qui n'a certainement gagné honnêtement aucune élection, lui qui a fait des souffrances du peuple palestinien une marchandise d'échange avec Israël.

« C'est la guerre civile », « Vous voyez ? Les Palestiniens se massacrent entre eux ». Des gradins du cirque arrivent les commentaires de ceux qui ont soigneusement cultivé cette lacération, une feuille de route vers l'enfer bâtie au chevet de l'adversaire, une fresque de guerre trempée dans le désespoir et dans l'injustice. Et quelle satisfaction quand les Palestiniens, une fois de plus, ont montré qu'ils n'étaient dignes d'aucune justice et quand, dans l'atmosphère empoisonnée des lieux sans issue, ils ont choisi, par voie démocratique, un parti aussi mal vu par leurs ennemis que par leurs généreux donateurs.

Voilà, ont dit les belles âmes, eux aussi dans le tas du rebut intégriste. Un affront, une ingratitude à punir durement, sans aucune pitié. Et sans aucune conscience de l'impressionnante similitude étalée désormais par tous les conflits que l'Occident a « pris à sa charge ». Vous parlez d'une exaltation et exaspération des identités... Dans cette boucherie de champ de bataille qu'est devenu le « Grand Moyen-Orient » rêvé par les Etats-Unis, et désormais amas de ruines, on en arrive à ne plus rien distinguer de projets, avenir, espoir, horizon partagé. Ce qui se déploie est un domaine barbare, un Grand Jeu de contrôle du territoire et de négation de l'autre.

Un châtement grotesque de l'histoire est en cours dans cette réplique à l'infini du conflit originel, israélo-palestinien, plaie infectée qui ne pouvait générer que des mutilations irrécupérables à une capacité de cohabitation.

Mais ce qui fait le plus mal dans l'affrontement fratricide qui se consume dans les Territoires martyrisés par l'occupation israélienne, c'est la confirmation qu'on finit toujours, et en plusieurs manières, par ressembler à son propre ennemi, surtout quand celui-ci n'entend assumer aucune autre identité, car même ne serait-ce que la cohabitation, lui paraît être une défaite et une menace.

S'affronter avec un ennemi qui de jour en jour érode la terre où tu vis, menace ta survie, vit de ta peur, ne se sent rassuré que par ta faiblesse, ne peut qu'induire un bouleversement intérieur, une paralysie de l'âme.

A la fin, n'importe quelle altercation, n'importe quel conflit, même celui avec ton frère, se transformera en défi mortel pour le contrôle de cette terre sur laquelle tu crois vouloir vivre et pour laquelle tu es prêt à tuer.

Aux chefs palestiniens ce qui leur échoit, quant aux responsabilités de cette guerre intestine, dernier clou au cercueil de l'état palestinien. Mais que personne ne se sente soulagé, parce que ce cercueil était prêt depuis longtemps.

Angela Pascuci

Source : il manifesto www.ilmanifesto.it

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

15 juin 2007

Il manifesto, éditorial, mercredi 13 juin 2007.

samedi 16 juin 2007, 8h55

3-2 Point de vue de Ali Abunimah : :Un recul pour la doctrine de Bush dans Gaza.

La déroute spectaculaire des milices palestiniennes soutenues par les US et Israël par les forces loyales au Hamas représente un recul majeur de la doctrine de Bush en Palestine.

Contexte

Depuis que le Hamas a gagné les élections législatives palestiniennes dans les territoires occupés en janvier 2006, des éléments de la direction du mouvement Fatah, dont le Président de l'Autorité Palestinienne Mahmoud Abbas et ses conseillers, ont conspiré avec Israël, les Etats-Unis et les services secrets de plusieurs Etats arabes pour renverser et affaiblir le Hamas. Ce soutien a inclus la fourniture d'armes et de dizaines de millions de dollars à des milices incontrôlables, en particulier la "force de sécurité préventive" dirigée par le seigneur de guerre de Gaza **Mohammad Dahlan**, allié d'Israël et des Etats-Unis et la "garde présidentielle" affiliée à **Abbas**.

Le vice conseiller à la sécurité nationale US, **Elliott Abrams** – qui a aidé à détourner des fonds au profit des Contras nicaraguayennes dans les années 80 et qui a été reconnu coupable d'avoir menti au Congrès dans le scandale Iran-Contra – a été le fer de lance de la création des contras palestiniennes (ces éléments ont été largement détaillés dans de nombreux articles publiés par *Electronic Intifada* au cours des derniers mois). Abrams est aussi célèbre pour avoir aidé à dissimuler les massacres et atrocités commis contre les civils au Salvador par les milices et les escadrons de la mort soutenus par les Etats-Unis.

Deux révélations récentes soulignent l'étendue de la conspiration : le 7 juin, *Ha'aretz* rapportait que des "officiels de premier rang au Fatah dans la Bande de Gaza ont demandé à Israël de les autoriser à recevoir d'importants chargements d'armes et de munitions venant des pays arabes, y compris d'Egypte." Selon le journal israélien, le Fatah a demandé à Israël "des voitures blindées, des centaines de roquettes RPG, des milliers de grenades à main et des millions de balles pour des armes de petit calibre", **tout cet arsenal devant être utilisé contre le Hamas**.

Dès son élection victorieuse, le Hamas a agi avec pragmatisme et avec l'intention de s'intégrer dans la structure

politique existante. Il a observé, pendant plus d'une année, un cessez-le-feu unilatéral avec Israël et a arrêté les attaques suicides sur les civils israéliens qui l'avaient rendu célèbre. Dans une note confidentielle écrite en mai qui a été ébruitée et publiée par The Guardian cette semaine, l'envoyé spécial des Nations Unies **Alvaro de Soto** a confirmé que les Etats-Unis avaient fait pression sur Abbas pour qu'il refuse l'invitation du Hamas de former un "gouvernement d'unité nationale". De Soto explique que les conseillers d'Abbas ont activement aidé et encouragé la suppression de l'aide et le siège des Palestiniens sous occupation par l'Union Européenne, les Etats-Unis et Israël, mesures qui ont entraîné l'appauvrissement massif de millions de personnes. Ces conseillers se sont engagés dans un "complot" ourdi par les Etats-Unis "pour provoquer la disparition prématurée du gouvernement (de l'Autorité Palestinienne) dirigé par le Hamas", écrit De Soto.

En dépit de la tentative sanglante de coup d'Etat contre le Hamas par les forces de Dahlan en décembre et en janvier, le Hamas a tout de même accepté de rejoindre le Fatah dans le "gouvernement d'unité nationale" négocié par l'Arabie Saoudite au sommet de La Mecque. Les conseillers de Dahlan et d'Abbas étaient déterminés à le saboter et ont continué à amasser des armes et à refuser de placer leurs milices sous le contrôle d'un Ministre de l'Intérieur neutre, que la frustration a fini par faire démissionner.

Un recul pour les Etats-Unis et Israël

Le coeur de la stratégie des Etats-Unis en Asie du sud-ouest et centrale, en particulier en Afghanistan, Irak, Palestine et Liban est d'établir des régimes fantoches qui lutteront contre les ennemis de l'Amérique pour son propre compte. Cette stratégie semble échouer partout. Les Taliban refont surface en Afghanistan. En dépit de leur "poussée", les Etats Unis ne sont pas près d'abattre la résistance en Irak et ne peuvent pas même se fier à l'armée irakienne qu'ils ont aidé à installer. L'armée libanaise, dont les Etats-Unis espéraient qu'elle ferait contrepoids au Hezbollah, a eu de piteux résultats contre quelques centaines de combattants étrangers retranchés dans le Camp de Réfugiés de Nahr al-Bared (bien qu'elle ait causé la mort et les ravages pour beaucoup de réfugiés palestiniens innocents). Maintenant à Gaza, le dernier coup.

La politique d'Israël est une version locale de la stratégie des Etats Unis – et elle a également été tentée, et elle a échoué. Pendant plus de deux décennies, Israël a compté sur une milice par procuration, l'Armée du Sud Liban, pour l'aider à imposer l'occupation du Sud Liban. En 2000, lorsque les forces israéliennes se sont retirées en hâte, cette milice s'est effondrée, aussi vite que les forces de Dahlan et beaucoup de ses membres ont fui vers Israël. Le Hamas se réfère maintenant à la déroute des forces de Dahlan comme à la "seconde libération de Gaza".

Un élément constant de la stratégie israélienne a été de tenter de circonvenir la résistance palestinienne en essayant de créer des dirigeants collaborateurs.

- Dans les années 70, Israël voyait toujours l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) comme le représentant de la véritable résistance. Alors il a installé les "ligues de village" collaboratrices en Cisjordanie comme alternative.
- En 1976, il a autorisé les élections municipales en Cisjordanie pour tenter de légitimer cette alternative.
- Lorsque les candidats affiliés à l'OLP ont tout raflé, Israël a commencé à assassiner les maires OLP avec des voitures piégées ou à les forcer à s'exiler.
- Une fois que quelques chefs de l'OLP exilés, et plus particulièrement Yasser Arafat, sont devenus les sous-traitants volontaires de l'occupation (un arrangement formalisé par les Accords d'Oslo), une nouvelle force de résistance a émergé sous la forme du Hamas.
- Les efforts israéliens d'appuyer Dahlan et Abbas, le successeur d'Arafat, comme alternatives collaboratrices, ont maintenant échoué de façon spectaculaire.

Après l'effondrement du Fatah à Gaza, *Ha'aretz* a rapporté que le Premier Ministre israélien Ehud Olmert allait expliquer au Président Bush que Gaza devait être isolée de la Cisjordanie. Ceci peut être une tentative de consolider Abbas, dont la survie est essentielle pour Israël pour maintenir la fiction qu'il ne dirige pas directement les millions de Palestiniens privés de droits civiques. Un effondrement total de l'Autorité Palestinienne mettrait au premier plan les obligations légales d'Israël, en tant que puissance occupante, de subvenir aux besoins des Palestiniens qu'il gouverne.

Et maintenant, que va-t-il se passer pour les Palestiniens sous occupation ?

Abbas a déclaré l'"Etat d'urgence" et a démissionné Ismail Haniyeh, le Premier Ministre Hamas, ainsi que le "gouvernement d'unité nationale". L'"Etat d'urgence" est pure réthorique. Il n'a plus aucun contrôle sur Gaza et Israël a le contrôle complet de la Cisjordanie de toutes façons.

Dans un discours ce soir sur Al-Jazeera, Haniyeh a dénoncé les manoeuvres "précipitées" d'Abbas et a supposé qu'elles étaient le résultat de pressions extérieures. Il a émis 16 points, parmi lesquels que le "gouvernement d'unité" représentait la volonté de 96% des Palestiniens sous occupation, librement exprimée lors du scrutin. Il a réaffirmé l'engagement de son mouvement pour la démocratie et le système politique existant et que le Hamas n'imposerait pas de changements dans la manière de vivre du peuple.

Il a déclaré que son gouvernement continuerait de fonctionner, rétablirait la loi et l'ordre et a réaffirmé l'engagement du Hamas pour l'unité nationale et l'Accord de La Mecque.

Il a appelé tous les membres du Hamas à observer une amnistie générale, assurant tous les combattants capturés de leur sécurité (ceci a suivi des rapports des médias sur quelques exécutions sommaires de combattants du Fatah).

Il a également souligné que le combat du Hamas n'était pas contre le Fatah comme un tout, mais seulement

contre les éléments qui avaient activement collaboré – une allusion claire à Dahlan et autres conseillers d'Abbas. Il a décrit la prise de contrôle du Hamas comme le dernier recours suite à l'anarchie grandissante et les tentatives de coup d'Etat des collaborateurs, faisant la liste des nombreux crimes qui avaient finalement poussé la patience du Hamas à bout.

Haniyeh a mis l'accent sur l'unité de Gaza et de la Cisjordanie comme "*parties inséparables de la nation palestinienne*", et il a réitéré l'appel à la libération immédiate du correspondant de la BBC Alan Johnston par ses ravisseurs.

Le contraste entre les manœuvres d'Abbas et la réponse du Hamas est stupéfiant. Abbas, peut-être poussé par sa même coterie de conseillers, semble vouloir intensifier la confrontation et le faire alors qu'il n'a aucune raison de croire qu'il a l'avantage. Le Hamas, qui se tient ferme à partir d'une position de force, a parlé le langage de la conciliation, répétant que le Hamas n'a de problèmes qu'avec un petit groupe à l'intérieur du Fatah.

Abbas, Dahlan et leurs soutiens doivent réfléchir à la situation – ils peuvent être tentés d'essayer de se battre contre le Hamas en Cisjordanie, mais le niveau de leur défaite à Gaza devrait les pousser à faire une pause. Les deux directions sont cernées. Abbas apparaît être entièrement dépendant des soutiens étranger et israélien et incapable de prendre des décisions en toute indépendance d'une clique corrompu et intéressée. Le Hamas, quelles que soient ses intentions, va vraisemblablement se retrouver sous un siège encore plus serré à Gaza. Abbas, soutenu par Israël et les Etats-Unis, a appelé à une force multinationale à Gaza. Le Hamas l'a rejeté, disant qu'il la considérerait comme une "*force d'occupation*". Ils ont évidemment de bonnes raisons d'être soupçonneux : depuis des décennies, Israël et les Etats-Unis ont bloqué tous les appels à une force internationale de protection pour les Palestiniens. Le Hamas craint que la force multinationale ne soit pas là pour protéger les Palestiniens contre leurs occupants israéliens, mais pour jouer, par procuration, le rôle de protecteur des intérêts d'Israël, ce que les forces de Dahlan ne sont plus en mesure de faire, et pour combattre la résistance – exactement comme la force multinationale était supposée faire au Liban après la guerre de juillet 2006.

En Israël comme aux Etats Unis, les dirigeants avisés devraient reconnaître que le Hamas.

n'est pas un phénomène passager, et qu'ils n'arriveront jamais à créer des dirigeants fantoches capables de rivaliser avec un mouvement de résistance populaire.

Mais on n'aperçoit aucun signe de sagesse : les Etats-Unis ont maintenant demandé à Israël de "*relâcher son emprise*" sur la Cisjordanie pour essayer de donner un coup de pouce à Abbas.

Même si la doctrine de Bush a pris un coup, le peuple palestinien n'a gagné aucune grande victoire. Le jeu sordide continue à ses dépens

Source A setback for the Bush doctrine in Gaza

Ali Abunimah

Ali Abunimah is cofounder of the online publication The Electronic Intifada and author of [One Country: A Bold Proposal to End the Israeli-Palestinian Impasse](#).

Ali Abunimah, The Electronic Intifada, 14 June 2007

3-3 Point de vue de Pierre-Yves Salingue : Contre les putschistes de Ramallah.

Soutien à la résistance du Peuple palestinien

Les récents développements de la situation à Gaza et en Cisjordanie interpellent une nouvelle fois toutes les forces qui se revendiquent de la solidarité avec le Peuple palestinien.

Dénonçant une " tentative de coup d'état " par le Hamas à Gaza, Mahmoud Abbas a prononcé la dissolution du " gouvernement d'union nationale " constitué après l'accord de la Mecque, décrété l'état d'urgence et désigné Salam Fayyad comme nouveau Premier ministre à la place de Ismail Haniyeh. Compte tenu de l'état d'urgence décrété, le nouveau Premier ministre n'aura pas besoin de solliciter l'investiture du Conseil législatif, échappant ainsi à l'éventuelle sanction d'un parlement déjà affaibli par l'arrestation de plus de la moitié des élus Hamas de Cisjordanie, cependant que ceux élus à Gaza ne peuvent venir siéger à Ramallah !

Dans les heures qui ont suivi, le gouvernement des Etats-Unis, la Communauté européenne et le gouvernement israélien ont fait part de leur satisfaction et annoncé un renforcement de leur soutien à Abbas : un gouvernement sans le Hamas autorise la levée du blocus, le rétablissement des aides, la restitution des fonds illégalement confisqués etc.

La Ligue arabe a suivi de près, après quelques hésitations témoignant des inquiétudes de certains dirigeants arabes à se compromettre chaque fois davantage en s'alignant trop explicitement sur leurs maîtres impérialistes.

Quelles que soient les apparences et quelles que soient les exactions réellement commises à Gaza, il faut rétablir la vérité : Les putschistes ne sont pas ceux que les médias aux ordres ont accusé d'avoir " livré Gaza aux pillards " mais ceux qui ont, depuis la signature des accords d'Oslo, livré la Palestine toute entière à la colonisation sioniste.

Mahmoud Abbas, " grand architecte " de la trahison d'Oslo était sans nul doute le plus qualifié pour être le grand chambellan de cette révolution de palais destinée à donner aux gouvernements impérialistes et à l'Etat sioniste le gouvernement palestinien qu'ils appelaient de leurs vœux. Salam Fayyad, dont le passé de haut-fonctionnaire du FMI et de la Banque Mondiale garantit le sens du respect des exigences économiques et financières de l'ordre impérialiste, n'a aucun poids politique en Palestine (2,4% des suffrages lors des dernières élections du Conseil législatif), il ne bénéficie du support d'aucune organisation et ne représente donc aucun danger pour les petits

barons du Fatah, supplétifs de l'état colonial et disposés à se contenter d'une place subalterne dans le projet impérialiste pour le Moyen-Orient.

Quant au nouveau ministre de l'intérieur, Abdel Razaq Yehiyeh, il s'était déjà rendu célèbre quand il occupait la même fonction dans le premier gouvernement d'Abbas, en déclarant en septembre 2002 que " Tous les actes de résistance caractérisés par de la violence tels le recours à des armes et même à des pierres (...) sont nuisibles " Le putsch, dont le principe avait été décidé dès les lendemains de la victoire électorale du Hamas en janvier 2006, a été envisagé et repoussé à plusieurs reprises.

Faute de pouvoir passer à l'acte rapidement, compte tenu de la volatilité de la situation régionale, suite notamment à l'agression israélienne contre le peuple libanais, Abbas et la direction du Fatah ont systématiquement refusé au Hamas le droit d'exercer le mandat qu'il avait reçu des électeurs de Gaza et de Cisjordanie.

Le conflit en résultant avec le Hamas s'est progressivement focalisé sur la question du contrôle des forces de sécurité, Abbas et le Fatah refusant au Hamas d'exercer ses prérogatives de parti majoritaire dans ce domaine particulièrement sensible compte tenu du rôle protecteur des intérêts israéliens confiés à l'Autorité palestinienne. Cette décision était aussi destinée à provoquer une réaction violente de la part du Hamas et à trouver ainsi l'alibi dont Abbas et la direction du Fatah étaient privés du fait de la trêve respectée par le Hamas dans les attaques contre Israël.

Du gouvernement fantôme mis en place par Abbas à sa menace de recourir à un référendum instrumentalisant le document des prisonniers en mai 2006, de la provocation à la grève contre le nouveau gouvernement, en refusant de payer les salaires des fonctionnaires de l'Autorité alors que les caisses de la Présidence étaient pleines, aux interminables négociations relatives à un gouvernement d'unité, - d'abord refusé par le Fatah puis posé comme une condition de partage des pouvoirs - les émules palestiniens de Pinochet ont cherché à gagner du temps pour augmenter leurs chances de succès dans une confrontation qui s'annonçait difficile, notamment à Gaza.

Depuis plus d'un an les informations ont filtré, confirmant la décision prise d'éliminer l'obstacle issu du vote démocratique de janvier 2006 : aide financière exceptionnelle de 75 millions de dollars du gouvernement des Etats-Unis et fournitures d'armes avec l'accord des Israéliens pour le renforcement de la garde présidentielle d'Abbas, entraînement de ces mêmes forces à Jéricho et en Egypte etc.

Il faut bien entendu dénoncer la farce démocratique consistant à présenter comme légitime un Premier ministre ayant obtenu 2,4% aux élections, quand celui choisi par le parti qui avait obtenu 43% ne l'était pas ! A ceux qui parlent de " coup de force du Hamas " à Gaza, il faut rappeler ce que tout observateur impartial de la situation à Gaza sait et qui a été maintes fois expliqué par les journalistes et commentateurs qui ne prennent pas leurs informations auprès du Mossad ou de l'ambassade des USA en Israël : L'initiative du terrorisme inter-palestinien et de la violence à Gaza appartient au fasciste maffieux Dahalan qui a tout fait pour créer une situation de chaos susceptible de justifier une intervention répressive brutale. Or, malgré son échec à Gaza, c'est Dahalan que Mahmoud Abbas a choisi pour l'accompagner dans sa rencontre le 16 juin avec le Consul général des Etats-Unis, pour y prendre ses consignes et recevoir les félicitations du gouvernement des Etats-Unis et c'est ce même Dahalan qui déclarait dimanche 17 juin à des responsables jordaniens qu'un plan de reconquête de Gaza et d'élimination des forces du Hamas était à l'ordre du jour.

Dans le même temps Barak, nouveau ministre de la défense israélien et premier artisan avant Sharon de la répression de la deuxième Intifada, passait commande à l'Etat-major de l'armée israélienne de plans d'attaque massive contre Gaza.

Il faut donc refuser toute symétrie et tout renvoi dos à dos entre d'une part le camp de ceux qui ont depuis longtemps brisé l'unité du Peuple palestinien, notamment en signant la reddition d'Oslo, ceux qui ont vendu la Palestine pour quelques avantages financiers et de prestige, ceux qui sont toujours prêts à brader ce qui reste d'une Palestine colonisée, dépecée et martyrisée pendant qu'ils " négociaient " avec leurs comparses sionistes et ceux qui, quels que soient leurs défauts, leurs erreurs et leurs contradictions ont reçu en janvier 2006 l'appui de la majorité de la population parce qu'ils incarnaient la poursuite de la résistance et le refus de la corruption et de la collaboration avec l'occupant israélien.

S'agissant du Hamas, les prochaines semaines seront décisives. Soit ses dirigeants prennent conscience de l'erreur consistant à croire et à entretenir l'illusion qu'il est possible de gouverner dans l'intérêt de la population palestinienne dans le cadre du dispositif d'Oslo, créé pour briser l'unité de la cause palestinienne et liquider la question nationale et pour protéger les avantages et privilèges de ceux qui ont renoncé à incarner cette lutte et ses objectifs. Soit ils s'obstinent à penser qu'ils peuvent utiliser ce dispositif et y faire la démonstration de leurs aptitudes à gouverner et à simultanément défendre les objectifs de libération.

Dans le premier cas, le Hamas fera le choix de quitter et de dénoncer l'Autorité et d'en revenir à l'action politique de résistance, avec l'objectif de contribuer à la reconstruction d'un mouvement de libération rendue nécessaire par la faillite de l'OLP dominée par le Fatah d'Arafat et d'Abbas.

Dans le deuxième cas, il sera à son tour victime des contradictions de cette stratégie calamiteuse pour le mouvement national palestinien et, à l'image de ce qui est arrivé au Fatah et à l'OLP, il abandonnera les objectifs de libération nationale et se retrouvera à quémander l'autorisation de s'asseoir à la table du maître, à l'encontre des intérêts véritables du Peuple palestinien.

Aujourd'hui la pièce n'est pas jouée mais il faut bien constater l'existence de signes inquiétants.

Dans une récente interview au Figaro (15 juin 2007) Haniyeh a déclaré : " ...notre programme est clair. Nous souhaitons la création d'un état dans les frontières de 67, c'est à dire à Gaza et en Cisjordanie avec Jérusalem Est pour capitale. L'OLP reste en charge des négociations. Nous nous engageons à respecter tous les accords passés, signés par l'Autorité palestinienne... "

Dans le même temps Kahled Mechaal déclarait depuis Damas que Abbas était légitime, comme le Fatah et comme le Hamas, qu'il fallait reprendre le dialogue inter-palestinien sous supervision arabe, qu'il n'y avait pas de crise réelle entre le Fatah et le Hamas etc.

On saura rapidement s'il ne s'agit que de propos tactiques visant à surmonter les dangers d'isolement pesant aujourd'hui sur le Hamas, ou si on voit là s'affirmer la possible adaptation opportuniste d'une organisation qui se réfère en définitive d'abord à l'idéologie des Frères Musulmans et qui ferait le choix de prioriser sa survie, pour poursuivre un combat plus important pour elle que la libération de la Palestine, celui de son islamisation qui ne saurait se réaliser qu'à long terme et suivant des modalités bien différentes de celles d'une lutte de libération nationale.

De ce point de vue il est assez tragique de constater, une fois encore, l'absence totale d'une claire alternative permettant aux militants palestiniens de gauche de disputer aux courants islamiques l'expression populaire de la résistance à l'offensive impérialiste et aux plans sionistes.

Dans un communiqué daté du 14 juin, le FPLP en appelait à la fin des combats inter-palestiniens, à " un dialogue national total " et pointait la responsabilité dans les événements de l'accord de La Mecque, au seul motif qu'il consolidait " le dualisme " Fatah/ Hamas sans donner leur place aux autres forces politiques palestiniennes... On n'y trouve aucune dénonciation du rôle d'agent de l'impérialisme joué par Abbas, ni dénonciation des responsabilités particulières de la direction du Fatah dans " l'effondrement des valeurs et des principes ", ni énoncé de la faillite inévitable de toute recherche d'une solution ne brisant pas le cadre des accords d'Oslo. On y chercherait en vain l'affirmation de l'impossibilité d'une " unité nationale " entre forces qui veulent résister et forces qui veulent liquider toute résistance populaire etc.

Pour autant, pour les forces qui veulent soutenir le Peuple palestinien, il convient de ne pas chercher d'alibi à l'inaction dans l'absence d'alternative claire au cours politique catastrophique suivi par les forces principales du mouvement national palestinien.

S'il faut bien entendu dénoncer les responsabilités premières de l'impérialisme et de l'Etat sioniste dans la situation actuelle du Peuple palestinien, s'il n'est pas faux de dire que les affrontements inter-palestiniens sont une conséquence directe de l'occupation coloniale, on ne peut en rester là et encore moins se contenter de " condamner la violence suicidaire inter palestinienne " (!) comme le fait un communiqué de l'AFPS publié le 15 juin. Le courant politique, regroupé autour d'Abbas et de Dahalan et qui dirige le Fatah, n'est pas un courant avec lequel celles et ceux qui soutiennent la résistance du Peuple palestinien ont seulement " des divergences " : c'est un courant avec lequel nous devons rompre tout lien et que nous devons combattre sans concession. On ne peut pas se mobiliser aux côtés d'un peuple qui lutte pour ses droits et, dans le même temps, aider à propager la parole de celles et ceux qui liquident ces droits.

Dans le coup de force d'hier comme dans ceux à venir prochainement, il faudra choisir son camp

Pierre-Yves Salingue

le 17/06/2007

3-4 Point de vue de D. Waroquiez : L'Union Européenne complice de la colonisation et des crimes de guerre israéliens.

1. Les colonies d'Israël sont des entités illégales et la colonisation constitue un crime de guerre.

La politique israélienne de colonisation des territoires palestiniens occupés (mais aussi syriens dans le cas du Golan) est contraire au droit international qui considère qu'il s'agit d'un crime de guerre. Cela a encore été rappelé récemment par Amnesty International (31 mai 2007). Les colonies construites dans les territoires occupés sont toutes illégales vu que le droit international interdit à une puissance occupante de procéder au transfert d'une partie de sa population dans les territoires qu'elle occupe. Les colonies violent, entre autres, plusieurs articles de la Quatrième Convention de Genève (1949) notamment l'article 49, l'article 47 et l'article 53 mais aussi l'article 55 du Règlement de la Haye (1907) et elles sont contraires à plusieurs résolutions de l'ONU comme l'UNSCR 446 du 22 mars 1977 et l'UNSCR 452 du 20 juillet 1979.

« Les barrages israéliens, sont destinés précisément à empêcher les Palestiniens de s'approcher des colonies israéliennes et d'accéder aux routes reliant ces colonies entre elles et au territoire israélien. Cette politique constitue une violation des dispositions du droit international humanitaire et relatif aux droits humains et notamment de la prohibition de la discrimination. », écrit Amnesty International qui ajoute que selon les Statuts de Rome de la Cour Pénale Internationale (CPI) les crimes de guerre commis dans le contexte de la colonisation relèvent de sa compétence juridique (article 8.2-b-viii).

Ajoutons, que l'article 1 de la Loi sur la Convention de Genève (1957) accuse de délit criminel toute personne qui commet ou aide à encourager ou à effectuer une infraction grave aux Conventions de Genève (la destruction et l'appropriation de biens entre clairement dans la catégorie des infractions graves associées à la colonisation) et que la loi de la CPI accuse de délit criminel toute personne associée à un délit sous l'article 51 . Or les colonies sont bel et bien engagées dans toute une série de délits regroupés sous cet article.

Néanmoins, les grues et autres engins ne cessent de s'activer et de construire ou agrandir les colonies sur les terres volées aux Palestiniens en Cisjordanie et à Jérusalem-Est.

Que font donc les gouvernements européens, notamment le gouvernement belge, que fait donc la Commission européenne ? Nous avons voulu en savoir plus alors qu'à répétition, on nous répète que l'Union Européenne ou la Belgique ou encore le « Quartette » (ONU, USA, Russie, UE) veulent le respect du droit international. Voici en guise d'exemple pour illustrer les discours officiels, un extrait de la réponse de M. A. De Decker, ministre belge de la Coopération au développement au sénateur M. Brotcorne lisant la réponse du ministre des Affaires : « Concernant la poursuite de la colonisation en Cisjordanie, la Belgique, comme ses partenaires européens, souligne à chaque occasion la nécessité d'un gel des activités de colonisation israélienne dans les territoires palestiniens. Ce gel suppose l'arrêt complet des activités de construction de logements et de nouvelles infrastructures, telles que les routes de contournement, ainsi que la suppression des mesures d'incitation financière et fiscale et des subventions directes ou indirectes aux colonies et à leurs habitants. La politique de colonisation reste un obstacle important à la paix et menace de rendre matériellement impossible toute solution fondée sur la coexistence de deux États. Cette position est celle que vous trouverez, monsieur Brotcorne, dans les conclusions du dernier conseil des ministres européen. C'est également la position défendue au sein du quartette » (Annales du sénat belge, n°3-940, 7 juillet 2005)

2. L'Union Européenne et ses pays membres font fi du droit international et commercialisent officiellement avec Israël et ses colonies

Bien que puissance occupante et colonisatrice responsable de crimes de guerre, Israël continue à bénéficier d'accords préférentiels avec l'Union Européenne. Ces accords, résultat du Traité de Barcelone (1995) instaurant le partenariat euro méditerranéen, permettent aux produits d'Israël concernés de pénétrer à l'intérieur du marché européen sans être taxés. Bien que conditionnés au respect des droits humains et des principes démocratiques inscrits comme élément essentiel de l'Accord (article 2 de l'Accord Euromed (21 juin 2000) : "Les relations entre les parties de même que toutes les dispositions relatives à l'Accord en lui-même, seront basées sur le respect des droits humains et des principes démocratiques qui guideront leurs politiques interne et internationale et qui constitue un élément essentiel de cet Accord"), l'Union Européenne n'a pas daigné les suspendre et ce malgré le vote du parlement européen en avril 2002 en faveur de la suspension et l'avis consultatif de la Cour Internationale de Justice (9 juillet 2004) condamnant explicitement le Mur construit à l'intérieur de la Cisjordanie au profit d'Israël et de ses colonies et cause, avec les colonies, de nombreuses violations systématiques des droits humains dans les territoires occupés : « restrictions sévères imposées aux déplacements des Palestiniens ; construction et entretien d'un réseau de routes de « contournement » réservées aux colons israéliens ; (...) destructions d'habitations et de terres ; saisie illégale et appropriation de terres palestiniennes » (repris sur le site officiel d'Amnesty International Belgique).

De surcroît, jusqu'en 2005, l'Union Européenne a accepté que les produits des colonies bénéficient des réductions de taxes en étant exportés comme « produits d'Israël » et, considérant qu'il y avait un malentendu quant à la « règle d'origine » des produits concernés par l'accord, elle a recherché pendant plusieurs années, un « arrangement technique » avec Israël concernant le commerce entre l'UE, ses pays membres et les colonies. Depuis 2005, les colonies ne peuvent plus, selon les termes de l'arrangement, bénéficier de la « règle d'origine » permettant un commerce libre de taxes. Un compromis honteux, hypocrite et contraire au droit international (les colonies, bien qu'entités illégales, peuvent faire du commerce avec l'Union Européenne à condition que l'UE puisse percevoir des taxes !!!) mais qui permet à Israël, en échange de quelques taxes, d'éviter la suspension de l'accord d'association autrement dit la taxation des produits israéliens, de poursuivre sans scrupules les violations systématiques de l'article 2 et les crimes de guerre évoqués précédemment.

Une politique menée en notre nom et que nous avons le devoir de refuser car l'Union Européenne et notamment le Commissaire européen responsable du commerce, P. Mandelson , en acceptant ce commerce , se rendent complices de crimes de guerre . Idem pour les états membres et notamment la Belgique, signataire entre autres de la Quatrième Convention de Genève.

Pour en savoir plus sur la mise en œuvre concrète de l'arrangement technique avec Israël et ses colonies Nous avons posé 3 questions au Ministre des Finances D. Reynders, qui nous a répondu rapidement (ce que n'a pas daigné faire le Ministre des Affaires Etrangères K. De Gucht, interpellé à plusieurs reprises sur base de questions similaires). En effet, d'après la Commission européenne, ce sont les états membres qui doivent veiller à la mise en œuvre de l'arrangement technique et plus précisément les autorités de surveillance des marchés et les organismes d'inspection des produits alimentaires.

1. Pouvez-vous, Monsieur le Ministre, nous fournir la liste officielle des produits importés des colonies avec leur origine précise ainsi que la liste des colonies avec lesquelles notre pays a des relations commerciales ?
 2. Pouvez-vous aussi, Monsieur le Ministre, nous préciser l'usage fait par l'Etat belge de l'argent prélevé par les douanes belges sur le commerce avec les colonies d'Israël ?
 3. Quels sont les instruments mis en place par les pouvoirs publics belges pour que les consommateurs et les commerçants puissent identifier clairement les produits des colonies (dattes, fleurs, fruits, herbes ...) qui arrivent chez nous des colonies mais ne sont pas étiquetés tels quels ?
-
-

3-5 Point de vue de Mohssen Massarrat : Les raisons de la guerre interpalestinienne : la plus grande faute d'Arafat

La prétention de l'OLP à représenter seule le peuple palestinien au processus d'Oslo dans les années 90 est l'une des causes principales de l'actuel conflit interpalestinien.

La confrontation qui se déroule en ce moment sous nos yeux en Palestine suit un modèle récurrent depuis 1993 : des « extrémistes » palestiniens sont victimes « d'exécutions » ciblées, des membres du gouvernement arrêtés, des maisons de civils et des bâtiments appartenant à des organisations palestiniennes détruits- puis les chars israéliens arrivent. Officiellement les frappes israéliennes sont destinées alternativement à intimider et à prévenir le « terrorisme palestinien. »

Quant aux « extrémistes », ils sont interchangeable. Jusqu'à la mort d'Arafat en 2004 c'étaient les Brigades des Martyrs d'Al-Aqsa, de Marwan Bargouti, aujourd'hui c'est principalement le Hamas qui payent de leur sang l'aspiration des Palestiniens à l'autonomie, à la dignité, à être libérés de l'occupant. Il y a des années que la seule politique d'Israël - ou presque - consiste à faire la guerre aux gouvernements palestiniens au lieu de négocier avec eux, conformément aux accords d'Oslo et à la feuille de route.

Étudions de plus près le déroulement du conflit actuel. Le monarque saoudien Abdullah avait réussi en février à mettre un terme à la sanglante querelle qui oppose le Hamas et l'OLP. Mahmoud Abbas et Khaled Mechaal, le chef du Hamas, avaient pris à la Mecque l'engagement de former un gouvernement d'union - certes sous forte pression politique et avec en contrepartie la promesse de respectables compensations financières. Le 8 février, le Hamas s'était même déclaré prêt à respecter tous les traités signés par l'OLP, y compris les accords d'Oslo, ce qui constituait une reconnaissance implicite de l'État d'Israël. Cela ne fit ni chaud ni froid au Premier ministre israélien, Ehoud Olmert ; pour lui le gouvernement palestinien n'était toujours pas un interlocuteur valable. Au lieu de faire preuve de bonne volonté il joua la provocation par des frappes ciblées contre la population civile et les membres du Hamas et finit par obtenir ce qu'il souhaitait : l'escalade. Le 24 avril, après la mort de neuf Palestiniens, la direction du Hamas dénonçait la trêve unilatérale qu'elle respectait depuis novembre 2006. Depuis le Hamas a repris ses tirs de missiles Qassam contre Israël, qui de son côté envenime l'affrontement par des opérations militaires et l'arrestation de ministres du Hamas. En outre les activistes du Hamas et de l'OLP se livrent des combats, si bien que la Palestine est au bord de la guerre civile, où Israël jouerait le troisième larron, à sa grande satisfaction. Si l'on devait en arriver là, c'en serait fini du rêve d'une Palestine indépendante.

Le mouvement islamique a hérité d'un nationalisme usé jusqu'à la corde

Bien sûr Israël n'est pas le seul responsable de ce désastre, au motif que l'idéologie sioniste excluait l'existence d'un État palestinien. Les États-Unis le sont tout autant, qui ont mené un partenariat stratégique avec Israël, tête de pont de leur hégémonie au Moyen-Orient. Et aussi l'UE, qui s'est faite la marionnette d'Israël jusqu'à se renoncer elle-même - l'arrêt des subventions européennes a versé de l'huile au feu des divergences interpalestiniennes. Et l'on ne peut exonérer de leur responsabilité Yasser Arafat et l'OLP qui, en se prétendant les uniques représentants du peuple palestinien, ont sacrifié sa souveraineté sur les autels des accords d'Oslo, d'emblée fragiles.

Rappelons-nous les circonstances où ont été conclus les accords d'Oslo. En 1987 la première Intifada éclatait dans les territoires occupés. En 1988 des organisations humanitaires palestiniennes autonomes dans la bande de Gaza donnaient naissance au Hamas, dans un premier temps toléré par Israël dans l'espoir qu'il aboutirait à un affaiblissement de l'OLP et à une scission entre Palestiniens. L'OLP, alors exilée en Tunisie, perçut immédiatement le danger que comportait la concurrence avec une nouvelle génération de

Palestiniens, de surcroît islamiste, dont l'idéologie commençait à prendre la relève, dans le monde arabe, d'un nationalisme panarabe usé jusqu'à la corde- et ceci à une vitesse folle.

Arafat et l'OLP allèrent vite en besogne, trop vite. Ils firent tout pour conserver leur légitimité dans les territoires occupés face à la nouvelle force politique qui s'y développait. Jusque-là l'autorité incontestée de l'OLP se fondait sur le soutien de millions de Palestiniens exilés ainsi que celui des pays arabes, tandis que le Hamas accroissait chaque jour son prestige par son travail social et la résistance qu'il menait sur place.

En toute hâte le chef de l'OLP proclama à Alger, en 1988, « l'indépendance de l'État palestinien », renonça solennellement un mois plus tard au terrorisme devant l'Assemblée des Nations Unies et peu après entama des négociations secrètes avec l'État d'Israël, qui aboutirent à sa reconnaissance quatre jours avant les accords d'Oslo. Le grand mérite d'Arafat fut de convaincre la totalité du Conseil national palestinien de la pertinence de cette démarche. Mais en contrepartie Israël ne reconnaissait que l'OLP et non l'ensemble des représentants du peuple palestinien. Arafat plaçait sa propre souveraineté au-dessus de la souveraineté populaire et ce fut, historiquement, sa plus grande faute et la plus inexcusable. Car les négociateurs israéliens - Itzhak Rabin et Shimon Pérès- avaient tout fait pour exclure du processus d'Oslo le Hamas dont l'attitude était maintenant radicalement anti-israélienne. Arafat se fit prendre à ce piège, au lieu de chercher un consensus interpalestinien, certes plus difficile à trouver, et de signer sur cette base un accord de paix avec Israël qui aurait lié le Hamas. C'était en effet, à l'époque, non seulement l'avenir de l'OLP, mais de celui de tous les Palestiniens qui était en jeu. Mais exclure le Hamas, c'était - conformément au souhait d'Israël - exclure toute une partie du peuple palestinien.

Voilà qui non seulement portait atteinte au principe démocratique de la souveraineté populaire, mais encore permit à Rabin et Pérès, en raison de la légitimité insuffisante dont disposait Arafat et de la faiblesse qu'il s'était ainsi donnée, d'obtenir un accord qui comblait tous les vœux d'Israël, tandis que les Palestiniens devaient se contenter de gestes symboliques. Leurs principales revendications (État indépendant avec pour capitale Jérusalem-Est, dissolution des colonies juives, droit au retour des réfugiés) ne reçurent comme réponse que des déclarations d'intention non contraignantes. Pire encore : complètement tenu à l'écart des négociations d'Oslo, le Hamas se vit de facto contraint de rejeter en bloc les accords qui les conclurent, de déclarer que l'existence d'Israël n'était pas négociable et de radicaliser de plus en plus la forme de ses luttes, jusqu'aux attentats-suicide.

Plus de tort à la démocratie qu'Al Qaïda ne pourra jamais en causer. La scission entre Palestiniens se trouva ainsi institutionnalisée. Le calcul d'Arafat - couper l'herbe sous le pied du Hamas en améliorant rapidement les conditions de vie des Palestiniens et en leur accordant davantage de droits - échoua. Il ne restait plus d'autre choix au Hamas, s'il voulait survivre, que d'agir aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur comme si l'Autorité palestinienne n'existait pas et sans endosser de responsabilité envers la totalité de la population, et de réduire à néant toujours et partout les doux rêves d'Arafat et de l'OLP. Cette dissension offrit à tous les gouvernements israéliens - de Rabin à Olmert en passant par Netanyahou - une belle occasion de provoquer au moyen d'un terrorisme d'État ciblé et soigneusement dosé un contre-terrorisme des Palestiniens radicaux (depuis les Brigades d'Al-Aqsa jusqu'au Hamas) et de précipiter l'Autorité palestinienne sous la présidence d'Arafat, puis de son successeur Abbas, dans une succession de crises.

Ce n'est pas la première fois que la prétention à représenter seul tout un peuple et l'atteinte à la souveraineté populaire faisaient le lit de la terreur : l'exclusion de la minorité catholique en Irlande du Nord valut au pays un sanglant terrorisme, les Moudjahiddines du Peuple, évincés du pouvoir en Iran après la Révolution islamique en

1979 furent contraints par dizaines de milliers à la clandestinité et à l'exil où ils devinrent pendant des années les sbires de Saddam Hussein et des USA. Et enfin la prétention du parti unique algérien, le FLN, à être le seul représentant de la nation conduisit à l'annulation - du reste approuvée par la France et les autres démocraties occidentales - des élections de 1992 et déclencha la guerre civile avec le Front Islamique de Salut (FIS) dont furent victimes des centaines de milliers d'Algériens.

En donnant la victoire au Hamas le 25 janvier 2006, à l'issue des élections les plus libres qu'ait jamais connues la Palestine, la majorité des Palestiniens n'a pas seulement rejeté une OLP corrompue, mais aussi refermé la brèche que la mort d'Arafat avait laissée ouverte dans la démocratie et la souveraineté populaire. Mais voici qu'arrivèrent Condoleezza Rice, Angela Merkel et toutes les élites de l'UE - c'est à dire les représentants de ces démocraties occidentales, qui prétendent enseigner la démocratie aux Arabes - et qu'ils boycottèrent systématiquement le gouvernement du Hamas, démocratiquement élu. Une trahison lourde de conséquences envers les principes universels de la démocratie et de la souveraineté populaire. Et même plus : Rice, Merkel et les autres, en boycottant au plan financier et politique, dans un premier temps le Hamas et ensuite le gouvernement d'union nationale palestinien, ont contribué à faire perdre à des milliards de gens, bien au-delà des frontières du monde arabe, leur foi dans la démocratie occidentale et dans l'avenir de la démocratie. Les prétendues élites démocratiques occidentales, par leur soutien inconditionnel à la politique du « diviser pour régner » menée par Israël, sont coresponsables de la pérennisation du conflit israélo-palestinien. Ce faisant elles ont causé plus de tort à la démocratie que ne pourront jamais le faire ses ennemis déclarés, comme Al Qaïda.

Mohssen Massarrat

Autor: Mohssen Massarrat,
8 juin 2007

Mohssen Massarrat est professeur de sciences politiques à l'Université d'Osnabrück. Membre actif du mouvement pacifiste, il a été l'un des fondateurs de la Coalition pour la vie et la paix.

Massarrat a écrit de nombreux ouvrages sur les relations économiques internationales, le Moyen-Orient ainsi que sur la recherche sur la paix et le conflit dont L'Ordre américain, Hégémonie et guerres du pétrole, ainsi que Capitalisme -Puissance inégale-Développement durable : Perspectives de transformations révolutionnaires.

Original : <http://www.freitag.de/2007/23/07230901.php>

Traduit de l'allemand par Michèle Mialane et révisé par Fausto Giudice, membres de Tlaxcala, le réseau de traducteurs pour la diversité linguistique.

<http://www.tlaxcala.es/pp.asp?reference=2974&lg=fr>

Url : <http://www.tlaxcala.es/pp.asp?reference=2974&lg=fr>

3-6 Jean-François Legrain : Comprendre : «Il ne fallait pas dissoudre le gouvernement d'union nationale en Palestine» Comment expliquer cette victoire ?

On doit d'abord remarquer l'absence sur le terrain d'une grande partie des cadres du Fatah, partis en Egypte, comme Mohammed Dahlan, ou en Cisjordanie. Mais aussi des problèmes de commandement et d'entraînement au sein du Fatah.

Qui a pris l'initiative de l'attaque ?

Le Premier ministre Haniyeh n'a pas pris cette décision. Lui a lutté pour le maintien d'un gouvernement de coalition. Cela lui a été imposé de facto. Ce sont probablement des groupes au sein de la branche armée qui ont précipité cette offensive.

Comment est-on arrivé à cette situation de guerre civile ?

C'est la traduction hypertrophiée de tous les problèmes accumulés depuis des années, qu'Arafat, malgré son affaiblissement, arrivait à maîtriser. Tout ce qui avait permis aux Palestiniens de préserver leur société face à l'occupation israélienne et au raïs de construire son pouvoir s'est retourné après sa mort contre la société. Arafat avait la connaissance des rouages de la société. Il savait en jouer, organisant notamment la concurrence entre chefs, faisant monter l'un au détriment de l'autre, puis l'inverse.

Pourquoi Abbas n'a-t-il pas suivi cette politique ?

Parce qu'il n'a pas cette maîtrise et s'est refusé à entrer dans cette logique, peut-être au nom d'une idée de la démocratie. Dès lors, en l'absence d'Etat, tous les localismes, le repli sur les liens du sang et les solidarités locales ces mécanismes que l'on trouve dans les autres pays arabes, les Palestiniens les ont hypertrophiés. Dès l'été 2004, peu avant la mort d'Arafat, sont survenus les premiers heurts, pas du tout entre le Hamas et le Fatah, mais dans la mouvance du Fatah. C'est là que sont apparus une multitude de groupes et sous-groupes armés qui sont l'expression de ces localismes, avec une extrême personnalisation des leaderships et des dérives mafieuses. Des luttes qui traduisent les appétits de pouvoir d'un petit chef sur une zone géographique très locale, mêlées au combat contre l'occupation israélienne. De cette dérive des groupes (officiels) de sécurité de l'Autorité palestinienne et des groupes (informels) liés au Fatah, on en est ainsi venu à l'expansion de la violence sur le terrain.

L'arrivée au pouvoir du Hamas a tout changé.

Tous ces groupes qui obéissaient à des logiques très diversifiées et même contradictoires vont se trouver un ennemi commun : le Hamas. Le nœud du problème, c'est que le Fatah et, au-delà, la présidence d'Abbas ont toujours refusé au Hamas le droit d'exercer le mandat reçu des urnes.

Mahmoud Abbas a pourtant nommé Ismaïl Haniyeh Premier ministre.

Dans un premier temps, il a respecté le verdict des urnes. Mais après, il a tout fait pour priver le cabinet de toutes les prérogatives constitutionnelles qui sont les siennes. Ainsi, en matière de sécurité, les forces de sécurité qui dépendaient du Premier ministre ont été redonnées à la présidence. On était donc dans le cas d'une désobéissance civile - pour ne pas dire plus - des forces qui se réclament du Fatah et qui refusent l'ordre constitutionnel. Abbas et le Fatah ont pourtant reçu l'appui d'Israël et de la communauté internationale. Appui militaire pour Israël, qui a permis des transferts d'armes à Gaza depuis la Jordanie et l'Egypte et de combattants du Fatah. Pour la communauté internationale, l'étranglement financier du Hamas se poursuit, et les Etats-Unis ont fourni une aide financière à la garde présidentielle, qu'elle entraîne par ailleurs à Jéricho et en Egypte.

Que va-t-il se passer maintenant ?

Une fois de plus, Abbas a pris la décision qu'il ne fallait pas : dissoudre le gouvernement d'union nationale. Il s'est ainsi privé de toute capacité de dialogue avec le Hamas. Même si ce cabinet était une illusion, il constituait une porte de sortie politique. De plus, la loi fondamentale ne lui permet pas de créer un gouvernement d'urgence, qui ne peut être que refusé par le Hamas. Il s'est enfermé avec le soutien des pays arabes et de la communauté internationale, qui n'ont jamais accepté la prise de pouvoir des islamistes. Pour le Fatah, on peut prévoir une phase de refondation, d'abord à Gaza, ensuite en Cisjordanie.

Quelle sortie de crise voyez-vous ?

La seule possible, c'est de créer une force internationale, à condition qu'elle ne soit pas le bouclier d'Israël mais le bras actif de la mise en œuvre de la légalité internationale, qui n'a pas été appliquée depuis quarante ans. Mais aucun rafistolage n'est envisageable.?

Jean-François Legrain, spécialiste de la Palestine au CNRS, analyse la victoire du Hamas à Gaza

Recueilli par Jean-Pierre Perrin
liberation.fr

samedi 16 juin 2007

http://www.aloufok.net/article.php3?id_article=3939

3-7 Point de vue de Gershon Baskin : La chute de Gaza et l'avènement de la Palestine.

[La chute de Gaza pourrait représenter pour la Palestine une occasion de naître à elle-même à partir de la Cisjordanie et de Jérusalem-Est, où il revient à la direction palestinienne de reprendre l'initiative – à commencer par celle de la paix... propose Gershon Baskin, fondateur et co-directeur, avec le Palestinien Hana Siniora, du Centre israélo-palestinien de recherche et d'information.]

La chute de la bande de Gaza aux mains du Hamas a précipité le peuple palestinien dans la pire de ses crises depuis 1967. Chaque crise ouvre généralement de nouvelles opportunités et celles-ci méritent d'être, si possible, explorées et exploitées. Gaza est perdue, pour le moment, et il est peu de choses que la direction palestinienne à Ramallah puisse faire dans l'immédiat pour changer le cours des événements. Il faut désormais concentrer tous les efforts sur la Cisjordanie et épargner au peuple palestinien encore d'autres désastres et cauchemars superflus. L'occasion s'offre aujourd'hui d'opposer aux horreurs de Gaza une réalité nouvelle en Cisjordanie, susceptible de servir d'exemple et de point focal à une dynamique palestinienne positive.

La direction palestinienne à Ramallah devrait se séparer de Gaza (pour le moment). Si, dans le même temps, la direction palestinienne en Cisjordanie et à Jérusalem-Est promulguait le plan en dix points suivant, un avenir

nouveau, plein de promesses et d'espoir, pourrait se faire réalité ; celle-ci serait le meilleur moyen de servir les intérêts du peuple palestinien.

Plan en dix points proposé :

1. La direction palestinienne en Cisjordanie et à Jérusalem-Est devrait déclarer qu'elle a pour intention d'établir un État palestinien indépendant en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, qui vivra en paix avec tous ses voisins.
2. La direction palestinienne en Cisjordanie et à Jérusalem-Est reconnaît le droit d'Israël à exister, adhère à l'ensemble des accords signés entre l'OLP et l'État d'Israël et renonce à toutes les formes de violence.
3. La direction palestinienne en Cisjordanie et à Jérusalem-Est appelle le gouvernement d'Israël à reprendre immédiatement les négociations pour un statut définitif [1], qui auront lieu avec l'aide du Quartette et se dérouleront sans interruption jusqu'à parvenir à des accords ratifiés par les deux parties.
4. La direction palestinienne appelle le gouvernement d'Israël à débloquer immédiatement l'ensemble des impôts sur le revenu retenus par Israël et à les transférer au Trésor Public palestinien à Ramallah. La direction appelle également Israël à laisser partir en Cisjordanie des prisonniers palestiniens – en particulier ceux arrêtés avant la mise en place de l'Autorité palestinienne en 1994, ainsi que d'autres prisonniers s'engageant à accepter la réalité nouvelle en Cisjordanie et à Jérusalem-Est et prêts à vivre en paix avec leurs voisins.
5. La direction palestinienne appelle les gouvernements étrangers à renouer leurs relations diplomatiques et reprendre leurs programmes de soutien financier au peuple palestinien en Cisjordanie et à Jérusalem-Est.
6. La direction palestinienne appelle les gouvernements étrangers à apporter une aide humanitaire à la population de Gaza par le biais de diverses agences d'aide internationales et appelle le gouvernement israélien à laisser entrer à Gaza l'aide alimentaire et médicale destinée directement à la population.
7. La direction palestinienne préparera de nouvelles élections en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, lesquelles se dérouleront dans un délai de trois mois. Seuls les partis politiques qui acceptent de reconnaître Israël, adhèrent aux accords et engagements internationaux antérieurs, soutiennent la démocratie et renoncent à la violence seront autorisés à participer à ces élections.
8. Consciente des erreurs du passé, la direction palestinienne met immédiatement en œuvre un plan réunifiant l'ensemble des forces de sécurité palestiniennes sous l'autorité directe de la hiérarchie politique. Les effectifs [de cette force unique] seront largement réduits, de telle sorte que le nouveau gouvernement puisse faire porter tous ses efforts sur le développement, la construction du nouvel État, l'éducation nationale, la santé publique et les prestations sociales. La législation sur les armes sera strictement appliquée et la première tâche de la force de sécurité palestinienne sera la collecte des armes non autorisées. Le gouvernement palestinien, avec le concours de gouvernements étrangers, mènera avec détermination une opération de collecte des armes, via les médias et l'éducation nationale et en application de la loi.
9. En accord avec les consignes de paix de la direction palestinienne en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, toute forme de propagande contre la paix et contre Israël sera interdite. Le gouvernement de la Palestine promouvra immédiatement des programmes de réforme scolaire intégrant l'éducation à la paix avec Israël à tous les niveaux d'étude et dans toutes les écoles. Cette campagne fera également intervenir les médias officiels et prouvera sans nul doute possible la détermination du peuple de Palestine à œuvrer pour la paix.
10. L'action de la direction palestinienne en Cisjordanie et à Jérusalem-est visera à forger là une réalité nouvelle, propre à insuffler aux Palestiniens de Gaza l'inspiration fondamentale d'y renverser le gouvernement du Hamas et d'unir à nouveau le peuple et les territoires palestiniens, en sorte que l'État palestinien qui sera fondé en Cisjordanie et à Jérusalem-Est puisse inclure aussi la bande de Gaza.

Lorsqu'une telle plate-forme sera mise sur la table par la direction palestinienne en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, Israël devrait immédiatement y répondre par l'acceptation des demandes palestiniennes : déblocage des impôts sur le revenu ; libérations de prisonniers ; réouverture de relations diplomatiques pleines et entières comprenant la reprise des négociations pour un statut définitif ; aide à la création d'une nouvelle donne en matière de sécurité par la suppression des barrages et clôtures de routes en Cisjordanie ; et même, annonce de la suspension par Israël de l'édification de la barrière de sécurité dans l'attente d'un règlement futur. Israël devrait faire tous les efforts possibles pour aider à la naissance de promesses et d'une espérance nouvelles pour les deux peuples, palestinien et israélien.

Les sondages récemment menés par l'ICPRI [2] au sein de l'opinion publique israélienne montrent que si les Israéliens croyaient vraiment en l'intérêt sincère des Palestiniens pour la paix, ils seraient prêts à faire les concessions nécessaires à la conclusion d'un accord de paix avec eux. Le pas le plus convaincant que les Palestiniens pourraient faire pour en persuader les Israéliens, selon ce sondage, est l'adoption d'un programme d'éducation à la paix dans les écoles et les médias. Aux yeux des Israéliens, cela représente une réflexion réelle sur les valeurs choisies par la société ; un tel programme démontrerait au peuple israélien et à la communauté internationale que les Palestiniens sont prêts à la paix. Israël devrait répondre avec une rapidité et une sincérité d'intention qui conforteraient l'adhésion à la paix parmi les Israéliens comme parmi les Palestiniens.

La seule alternative à la proposition ci-dessus est un surcroît de souffrances et de désastres pour l'ensemble des Palestiniens et des Israéliens. Les derniers événements sont loin de former le meilleur scénario possible et représentent, au point de vue palestinien, une colossale tragédie. La direction palestinienne est de nouveau à la croisée des chemins – et doit choisir en quel sens diriger [son peuple]. Il y a toujours plus de deux alternatives, mais celles-ci mènent soit vers l'espoir et la paix, soit vers plus de désespoir et de souffrances encore. Gouverner consiste à prendre des décisions difficiles. Les crises produisent de nouvelles occasions de changer vraiment les choses, et le moment est venu de les changer.

[1] Gershon Baskin fait ici allusion à l'ultime étape des négociations, où devraient être réglées les questions en suspens, dont celle du retour de(s) réfugiés et celle du statut de Jérusalem.

[2] The Israel/Palestine Center for Research and Information.

Site web de La Paix Maintenant (France) :

<http://www.lapaixmaintenant.org/>

The Israel/Palestine Center for Research and Information (IPCRI), Jérusalem.

Vendredi 15 juin 2007

<http://www.ipcri.org>

Trad. : Tal pour La Paix Maintenant

3-8 Point de vue de Chérif BOUDELAL : Le Pétain de Palestine à Ramallah.

La triste nouvelle nous est parvenue ce soir ! En rédigeant ce texte nous avons appris que le président palestinien, Mahmoud Abbas, a déclaré le gouvernement d'union nationale dissout et préconise la formation d'un autre gouvernement, qui sent déjà le souffre craché par Bush et d'Olmert ! Une décision absurde qui ne peut qu'aggraver la situation dans la Bande de Gaza et en Cisjordanie, au grand plaisir des ennemis du peuple palestinien.

En tant que militants soutenant la Cause palestinienne, nous avons observé de loin, jusque à ce jour, les différends entre Palestiniens, souhaitant que leur union contre l'ennemi commun reste soudée. Mais, dans la situation où se trouvent les Palestiniens aujourd'hui, nous ne pouvons plus garder cette « neutralité » qui pourrait être comprise comme une complicité, car Mahmoud « Karzaï » et ses sbires sont allés très loin dans leur complicité avec les ennemis de leur peuple.

Ceci dit, dénonçons cette trahison et la complicité internationale qui se trame autour de cette autorité qui n'a d'autorité que pour saboter la Résistance du peuple palestinien. Nous défendons le droit du peuple palestinien à vivre en paix avec un Etat souverain, nous défendons sa démocratie et la légitimité du gouvernement élu par le peuple et qui a été acquise grâce sa lutte qui dure depuis soixante ans. Cette démocratie a d'abord été bafouée par les responsables du Fatah avant qu'elle le soit par la honteuse « communauté internationale » qui a boycotté le gouvernement légitime formé par HAMAS et affamé son peuple, tout en soutenant l'« autorité palestinienne modérée ». Le principal ennemi du HAMAS et de l'union nationale est l'effervescent Mohammed Dahlia - le chef de la milice du Fatah à Gaza -, qui n'avait digéré la défaite de son mouvement. Ce dernier avait déjà promis la guerre aux dirigeants du HAMAS dès le premier jour de leur victoire dans les élections du 26 janvier 2006. Et depuis cette date-là, il n'a jamais cessé de leur couper l'herbe sous leurs pieds.

Aujourd'hui, tous les masques des dirigeants du Fatah - qui a été pourtant dans le passé la lance de fer de la lutte armée de la Résistance palestinienne - sont définitivement tombés après un an et demi d'hypocrisie.

Nous assistons à la haute trahison de cette « autorité palestinienne » qui collabore avec l'ennemi ? La Résistance du peuple palestinien devient leur ennemie et les ennemis de leur peuple leurs alliés. Par sa décision, Abbas « Karzaï » donne le prétexte en or à Israël d'aller chasser les dirigeants et les combattants du HAMAS à Gaza. Par sa décision, il donne le feu vert au Pentagone de venir renforcer la présence de l'armée israélienne autour de Gaza. Par sa décision, il plonge le peuple palestinien dans une guerre civile sans fin. Cette décision est tout simplement criminelle et relève de la haute trahison.

La situation de Mahmoud Abbas (ex résistant durant 40 ans !) à Ramallah – Palestine -, est similaire à celle du maréchal Pétain, président de l'Etat de Vichy – France. Pétain s'était soumis au régime nazi pendant la seconde guerre mondiale, alors qu'il était le héros de la nation pendant la première guerre mondiale et Abbas s'est plié aux injonctions des USA et d'Israël en appliquant leur politique impérialiste ! Quant à la situation d'Ismail Haniya à Gaza, elle est comparable à celle du général de Gaulle à Londres et à Alger, représentant la Résistance française pendant la seconde guerre mondiale. Entre Pétain et de Gaulle, nous préférons de Gaulle.

Abbas Karzaï félicité

Dès l'annonce de la dissolution du gouvernement Haniya, Bush a sauté sur l'occasion pour féliciter Abbas et « les modérés » en Palestine. Il a proposé la présence d'une « force internationale » dont il sera, bien sûr, le manipulateur ! Bush parle d'une « vraie démocratie » pour les Palestiniens ! Olmert suit le maître de la Maison Blanche et « s'inquiète » déjà de l'avenir des Palestiniens ! Il doit leur trouver « la solution finale ». Quand le cynisme ne tue pas, ses adeptes se bousculent : le soutien des « démocraties occidentales » affluent pour féliciter Abbas « Karzaï ».

Ainsi, « les forces internationales » dirigées ou supervisées par les USA, qui occupent déjà l'Irak, les « casques bleus » au sud Liban, au Sinaï -Egypte, et bientôt occuperont le Soudan, la Somalie et Gaza - sans parler des Bases militaires US installées dans plusieurs pays arabes dont les régimes traîtres bénéficient de la protection, car ils n'ont pas confiance en leurs peuples - avant que les USA ne s'aventurent en Syrie et en Iran !

La stratégie américano israélienne prend forme, ainsi la boucle sera définitivement bouclée.

Pourquoi Bush n'a-t-il pas proposé une présence des forces étrangères pour protéger le peuple palestinien des massacres répétés par les armées israéliennes contre un peuple désarmé depuis des années ? La présence des forces militaires étrangères à Gaza sera la fin de l'espoir d'une solution du conflit palestino-israélien, car la résistance sera « contrôlée ».

Peut-on dire que la stratégie américano israélienne a réussi ?

Oui, la stratégie de Ben Gourion, à laquelle s'est rallié Bush, a partiellement réussi, d'autant plus que la division touche l'ensemble du monde arabe comme l'avait prévu le fondateur de l'Etat d'Israël. Si l'on suppose que la Résistance palestinienne pourrait être temporairement matée à Gaza, peut-on pour autant penser un seul instant que cela serait la fin de celle-ci ? Bien sûr que non. Cependant, la Résistance pourrait prendre une autre forme que les Bush appellent déjà le « terrorisme ». Et dans cette hypothèse, elle pourrait s'expatrier sa Résistance non seulement à l'intérieur des territoires administrés par Israël en Palestine historique, mais aussi ailleurs. Et dans ce cas précis, aucun des Etats de ceux qui soutiennent Israël ne serait en sécurité, car les Palestiniens désespérés n'auront plus rien à perdre.

Comment peut-on désormais défendre la Cause palestinienne ?

Comment peut-on essayer de convaincre l'opinion sur la justesse de la Cause palestinienne et un Etat souverain alors que les Palestiniens eux-mêmes ne sont pas d'accord pour le diriger ? Comment dénoncer la barbarie israélienne alors que des Palestiniens se massacrent mutuellement ? Comment expliquer aux gens que ceux qui combattaient l'ennemi hier côte à côte puissent devenir des ennemis aujourd'hui en prétendant défendre la même cause ?

Enfin, notre souhait le plus cher c'est de voir les Palestiniens de toutes tendances se ressaisissent et cessent cette guerre fratricide qui ne sert que les intérêts de leurs ennemis. Nous souhaitons que le monde aveugle des puissances puisse retrouver sa cécité et le chemin qu'il a perdu dans les méandres de la politique de deux poids deux mesures qui a mis les Palestiniens dans cette situation. Ces puissances qui ont voulu réparer leurs crimes commis contre les Juifs d'Europe, persécutés durant des siècles dans leurs propres pays, ont commis d'autres crimes encore plus graves contre le peuple Palestiniens : elles ont offert un pays qui n'est pas le leur, la Palestine, à des terroristes venant d'Europe, qui sont le produit de l'idéologie et des pratiques nazies.

Chérif BOUDELAL

3-9 Point de vue de Saâdoune : Palestine «Complots», fièvres et déchirements.

Rupture consommée entre le Fatah et le Hamas mais plus dangereusement sans doute entre Gaza et la Cisjordanie.

Sans surprise, les Occidentaux qui agissaient ouvertement pour la chute du gouvernement du Hamas, multiplient les déclarations de soutien à Mahmoud Abbas.

Celui-ci exauce, enfin, les Occidentaux en limogeant le gouvernement de Haniyeh et en décidant la mise en place d'un gouvernement d'urgence dirigé par un ancien du FMI, Salam Fayyad. Que s'est-il passé pour que les dirigeants du Hamas passent à l'offensive généralisée dans la bande de Gaza ? La conviction, étayée par un faisceau d'éléments et de faits sur le terrain, que les Américains planifient la chute du gouvernement en incitant certains responsables de la sécurité palestinienne comme Dahlan à créer une insécurité généralisée.

Certains mettent directement en cause, un « plan Elliot Abrams » du nom d'un vice-conseiller américain à la sécurité nationale, dans la planification de ces affrontements fratricides. Le « plan » tel qu'énoncé sur certains sites Internet n'a échoué que sur un point de taille : ce sont les forces du Hamas qui l'ont emporté militairement et non celles du Fatah.

Selon Al Quds, le patron des services de renseignements égyptiens, le général Omar Souleymane a tancé de manière virulente les trois dirigeants du Fatah à Gaza (en l'occurrence Mohamed Dahlan, Rachid Abou Chabak et Samir Machharaoui) en leur demandant de lui expliquer comment quelques milliers de combattants du Hamas ont pu vaincre les quelque 20.000 hommes armés du Fatah. Les trois responsables de la sécurité risquent bien de pâtir du jeu opaque qu'ils ont mené à Gaza et qui s'est terminé d'une manière imprévue au plan militaire. Mais les buts politiques de cette constante contestation de la légitimité du gouvernement d'Ismaïl Haniyeh paraissent bien atteints : la division entre les deux principales forces politiques palestiniennes est totale et elle prend l'allure d'une séparation aussi bien géographique que politique. Les Occidentaux, « débarrassés » du Hamas, multiplient les déclarations de soutien à Mahmoud Abbas.

LA LIGUE ARABE SOUTIENT ABBAS ET... LE PARLEMENT ÉLU

Un « gouvernement d'urgence » contesté par le Hamas se met en place à Ramallah et n'aura sans doute aucun effet sur Gaza. Les forces du Fatah, vaincues dans la bande de Gaza, se vengent en Cisjordanie en multipliant les attaques contre les militants du Hamas et en occupant les institutions y compris les ministères. Un vice-président du Conseil législatif palestinien a failli être enlevé par des militants du Fatah.

Le mouvement Hamas semble prendre conscience que sa « victoire » dans la bande de Gaza crée une situation nouvelle, pleine de risques. Ismaïl Haniyeh a déclaré qu'il n'était pas question de créer un Etat à Gaza et qu'il est pour un Etat palestinien dans les frontières de 1967 et qu'il était prêt à respecter tous les accords signés par l'Autorité palestinienne. Khaled Mechaal, chef du bureau politique de l'organisation islamiste, a reconnu la légitimité de Mahmoud Abbas en expliquant que ce qui s'était passé dans la bande de Gaza était « une mesure d'urgence que nous avons été contraints de prendre » et qu'elle n'était en rien dirigée « contre nos frères du Fatah ».

Le Hamas ne veut pas s'emparer du pouvoir. Il ne veut pas deux gouvernements. Il ne veut pas la division de la patrie», a-t-il ajouté. Ces appels au dialogue paraissent vains. « Pas de dialogue avec les putschistes » a répondu Ahmed Abderrahmane, conseiller politique de Mahmoud Abbas. Les événements de Gaza permettent à

Mahmoud Abbas de se « libérer » des résultats des urnes qui ont donné la majorité au Hamas. Il est fortement encouragé par les Américains et les Occidentaux. Mais la Ligue arabe, une fois n'est pas coutume, fait preuve de plus de circonspection politique en appelant au respect aussi bien de la légitimité nationale de Mahmoud Abbas que celle des institutions élues, y compris le Conseil législatif où le Hamas détient la majorité.

L'Egypte insatisfaite de cette position équilibrée a choisi de dénoncer en solitaire le Hamas. Mais cette même Ligue arabe est du reste timorée en se donnant « trois semaines » pour enquêter sur ce qui s'est passé à Gaza. Trois semaines, c'est trop long alors que les événements s'accélérent et cela veut dire tout simplement que la Ligue restera, comme de coutume cette fois-ci, inactive.

M. Saâdoune

Source : lequotidien-oran.com

17 juin 2007

3-10 Analyse de Hisham Bustani Qu'est-ce qui se passe en Palestine, nom de Dieu ?

Analyse de la situation et devoirs au niveau international

Le Dr. Hisham Bustani est écrivain et militant, membre fondateur de l'Alliance du Peuple Arabe Résistant et membre de son Comité de Coordination. Il est également membre du Comité Exécutif du Forum de la Pensée Arabe en Jordanie Ce qui se passe en Palestine est le résultat de l'impressionnante courte-vue du Hamas, et de la stratégie efficace des sionistes (avec l'impérialisme des Etats Unis derrière) et de leurs collaborateurs intérieurs. Le Hamas était une résistance – l'ennemi était clair : l'entité sioniste. La stratégie était claire : il n'y aura aucune reconnaissance de l'occupation, de toute l'occupation (y compris l'occupation de la terre arabe de 1948, contrairement à la position molle d'acceptation de l'occupation d'avant 1967 adoptée par les principaux courants politiques et par le Fatah).

Lorsque le Hamas est allé aux élections et a accepté de participer à la lutte pour le gouvernement, il est tombé dans le piège (que ce soit exprès ou non) :

1. L'Autorité Palestinienne, le gouvernement, l'Assemblée Nationale Palestinienne (le Parlement) sont **TOUS** issus de l'Accord d'Oslo, qui non seulement reconnaît, mais, et c'est plus important, confère à "Israël" le pouvoir sur la Cisjordanie et Gaza. Ces corps de "gouvernement" n'ont absolument aucune souveraineté, pas d'armée, pas de contrôle sur des zones "frontière", pas de ressources indépendantes, rien. En conséquence, le Hamas a indirectement abandonné sa stratégie en participant au résultat matériel de l'Accord d'Oslo, bien que (au début) il ait persisté sur sa position théorique de refus de reconnaître "Israël".
2. "Israël", l'Europe et les Etats Unis ont pensé que c'était le moment adéquat pour alumer une guerre civile attendue depuis longtemps et probablement planifiée. Les outils sont simples : arrêter toute aide financière aux Palestiniens, au motif que le Hamas est une organisation "terroriste", provoquera des troubles populaires catalysés par nombre de clients, en Cisjordanie et à Gaza, qui sont depuis longtemps des alliés des Etats-Unis et d'"Israël", qui sont financés et soutenus par eux, en plus de leur donner des armes et autres équipements.

Résultat : **la Guerre Civile Phase Un.**

3. A la suite de cette Phase Un, les régimes arabes (et principalement le régime saoudien) sont intervenus pour préserver le "sang palestinien". Pourtant, chacun sait que les régimes arabes ont du sang palestinien sur les mains ! En plus d'être de proches alliés des USA (et donc d'"Israël"). Le but de la manœuvre était de pousser ensuite le Hamas dans les marécages. L'Accord de La Mecque était né, et le Hamas n'a plus du tout parlé de la libération de la Palestine toute entière, il parle maintenant d'un Etat palestinien dans les frontières de 1967.
4. A l'évidence, ce n'était pas suffisant, "Israël" et les USA (et l'Europe) ayant une opportunité en or avec la guerre civile palestinienne, pourquoi arrêter la machine ? Davantage de provocations internes ont entraîné le déclenchement de combats inter-palestiniens, au bénéfice d'"Israël" et des USA, à l'intérieur du projet global de "nouveau" ou "plus vaste" Moyen Orient.

Résultat : **la Guerre Civile Phase Deux.**

L'une des trois régions résistantes (Palestine, Liban, Irak) est neutralisée. Le noyau de la lutte arabe contre le sionisme et l'impérialisme est extrêmement distordu.

La logique dit : **vous ne pouvez pas être une résistance/révolution et un gouvernement/Etat en même temps**, alors, qu'est-ce qui se passe si ce "gouvernement/Etat" est sous occupation et sous le contrôle total de pouvoirs et variables extrinsèques, comme c'est le cas en Palestine ?

Le Hamas a fait le choix d'un suicide politique en entrant dans la bataille pour un "gouvernement sous occupation" ; le Fatah avait déjà décidé d'abandonner la lutte depuis longtemps, et il est contrôlé par des "dirigeants" corrompus à la mentalité de gangsters.

Nous voyons le résultat aujourd'hui.

Attribuer la "guerre civile" à des facteurs palestiniens intrinsèques est totalement subjectif. Il y a une dynamique d'interactions à la fois des facteurs externes et internes, les premiers jouant le rôle dirigeant, et les seconds "de préparation du terrain".

Dans ces temps très durs et confus, le rôle de la solidarité internationale est de la plus haute importance, parce que si quelques factions, en Palestine, perdent leurs objectifs, et si ce mouvement est accompagné d'une attitude similaire à l'étranger, la cause va complètement s'effondrer, et nous perdrons tous.

La lutte en Palestine est, par simple logique, une lutte internationaliste : une lutte contre l'impérialisme et le sionisme globaux combattus par des mécanismes locaux. Il y a une continuité entre l'intérieur et l'extérieur de la lutte, c'est la raison pour laquelle j'insiste toujours sur le fait que le mouvement de solidarité ne doit pas cesser de soutenir la cause, il doit se considérer lui-même comme faisant partie de la cause, et donc comme partie intégrante de la résistance.

C'est maintenant le moment crucial d'intensifier le soutien international à la cause arabe palestinienne, non pas sur la base de la rhétorique défaitiste d'une solution à Deux Etats, qui refuse une partie de l'occupation (celle d'après 1967) et accepte l'autre (celle d'avant 1967), mais sur la base de la totale élimination de l'entité sioniste illégitime raciste et colonialiste.

Si nous tombons dans le piège impérialiste-sioniste du "*Regardez, les Palestiniens s'entre-tuent, pourquoi devrions-nous nous occuper d'eux ?*", nous perdrons alors la Palestine tous ensemble, et nous perdrons également tout, et c'est seulement l'impérialisme-sionisme qui ramassera les bénéfices, aux dépens de tous. Quand un individu perd la vue, c'est de la responsabilité de chacun de montrer la voie

4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

4-1 Palestine, Gaza - Ce que les "grands" médias ne disent pas : s'agit-il vraiment, "simplement", d'un "combat inter-palestinien" ?

16 juin 2007

1 S'agit-il vraiment, "simplement", d'un "combat inter-palestinien" ? par Tony Sayegh.

23 mai 2007.

(...) Plus exactement, il est désormais évident qu'une faction, au sein du Fatah, représentée par le (tristement) célèbre Dahlan, et avec la complicité de la **marionnette Abbas**, est en train de mener un effort dans le style de la Contra, visant à imposer un règne de terreur et un "Etat" policier aux Palestiniens, afin de leur imposer un "règlement" favorable à Israël et de supprimer physiquement toute opposition.

Ce n'est sans doute pas un effet du hasard, si le cerveau qui a concocté ce plan n'est autre que celui d'Elliott Abrams, muni de l'expérience de la CIA dans le renversement de gouvernements, l'armement et le financement d'escadrons de la mort et de forces telles celles de la Contra [intervention militaire extérieure déguisée en insurrection intérieure contre le gouvernement révolutionnaire du Nicaragua, ndt], et les campagnes d'assassinats et de terreur. (...)

- www.ism-suisse.org

2 Guerre américaine par procuration à Gaza par Ali Abunimah.

7 février 2007.

Ces derniers jours, les brutalités incessantes et meurtrières de l'occupation israélienne ont été éclipsées par le carnage de Gaza où des dizaines de Palestiniens ont été tués dans ce qu'on appelle communément « *combats entre factions* » opposant les forces loyales au président de l'Autorité Palestinienne, Mahmoud Abbas, et à sa faction du Fatah, d'un côté, et les forces loyales au gouvernement dirigé par le Hamas, de l'autre.(...)

Pourtant, le fait que la Garde présidentielle reçoive des armes via Israël est connu de tous les Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie et il en a été ouvertement question, durant des mois, dans les médias israéliens. Depuis octobre, huit cargaisons de fusils AK-47, de mitrailleuses et de plusieurs millions de cartouches sont entrées à Gaza, venant d'Israël, par les passages de Nahal Oz et Kerem Shalom, aux dires d'un officier de haut rang de la Force 17, une milice du Fatah, qui a communiqué cette information au journaliste Khaled Amayreh, en poste à Hébron. Toutes ces armes ne vont pas exclusivement à la Garde présidentielle ; beaucoup sont vendues au plus offrant.

Et il y a quelques jours à peine, le Président Bush a annoncé que dans un avenir proche, il transférerait 86 millions de dollars afin de renforcer Abbas.(...)

- www.info-palestine.net

3 Un Pinochet palestinien en marche ? par Tony Karon.

23 mai 2007.

(...) Les tireurs du Fatah, dont on dit qu'ils ont initié la chute du gouvernement palestinien d'unité et provoqué les derniers affrontements, ont peut-être juré fidélité au Président Abbas, mais ce n'est pas de lui qu'ils tiennent leurs ordres.

Le dirigeant auquel ils obéissent est Mohammed Dahlan, le seigneur de guerre de Gaza qui a depuis longtemps été adoubé par Washington pour tenir le rôle d'un Pinochet palestinien. (...)

Quelles que soient les dissensions précises à l'intérieur de l'Administration Bush, il est évident que Dahlan, comme Pinochet il y a un quart de siècle, ne se lancerait pas dans une confrontation avec un gouvernement élu sans être sûr qu'il a la bénédiction de forces puissantes à l'étranger pour le faire. Si l'actuelle bataille de rues se transforme en assaut frontal avec le gouvernement d'unité, **il y a de fortes chances que ce soit parce qu'il a obtenu le feu vert de quelque part** - et ce n'est certainement pas de Mahmoud Abbas.(...)

[- www.ism-suisse.org](http://www.ism-suisse.org)

4 "Gaza n'est pas au Hamas tout comme la Cisjordanie n'est pas au Fatah" par Khaled Mechaal.

16 juin 2007.

Khaled Mechaal, président du bureau politique du mouvement Hamas, a déclaré, au cours d'une conférence de presse à Damas, que son mouvement n'a pas l'intention de prendre le pouvoir de l'Autorité palestinienne, expliquant que ce qui s'est déroulé à Gaza fut un "pas nécessaire pour traiter une situation qui a voulu s'imposer à tous".

Il a déclaré : "l'idée de séparer le pays est absolument inacceptable. Gaza n'est pas au Hamas tout comme la Cisjordanie n'est pas à Fatah, Hamas fait partie du pays, le pays appartient au peuple palestinien, ce n'est un monopole ni pour Fatah ni pour Hamas. (...)

[- www.protection-palestine.org](http://www.protection-palestine.org)

5 Hypocrisie internationale autour de Gaza par Michel Bôle-Richard.

15 juin 2007.

(...) La responsabilité de la communauté internationale est écrasante. Et cela pour plusieurs raisons. Elle a demandé la tenue de véritables élections après que Washington et Israël eurent déclaré que Yasser Arafat était "hors jeu" et qu'il n'était pas un interlocuteur valable. Mahmoud Abbas a été élu démocratiquement en janvier 2005. Il a toujours été considéré comme un modéré, mais les Israéliens et les Américains se sont joués de lui en ne lui permettant jamais de faire avancer d'une façon quelconque le processus de paix.

Ensuite, des élections libres et régulières ont porté au pouvoir le Hamas le 25 janvier 2006. Un scrutin, là encore, que la communauté internationale a appelé de ses vœux mais dont elle n'a pas reconnu les résultats parce que l'organisation islamiste avait été cataloguée "mouvement terroriste" bien que ses dirigeants aient, depuis le mois de janvier 2005, décrété une trêve qu'ils ont fait respecter. (...)

[- www.france-palestine.org](http://www.france-palestine.org)

6 Dernière chance : dissoudre l'Autorité nationale palestinienne, par Michele Giorgio.

15 juin 2007.

La fin de l'Autorité nationale palestinienne a été invoquée à plusieurs reprises ces derniers jours par des personnalités politiques et intellectuelles, parmi lesquels le professeur Ali Jirbawi, de l'université de Bir Zeit, comme seule voie pour faire sortir Fatah et Hamas de la guerre fratricide qui a explosé, pour un pouvoir virtuel fait de quelques ministères et drapeaux flottants sur des édifices publics. Pourquoi laisser continuer une administration qui n'a pas de souveraineté et qui sous des apparences d'autogouvernement masque surtout, inconsciemment, l'occupation israélienne ? C'est cette question que s'est posée à plusieurs reprises Jirbawi et, avec lui, beaucoup d'autres Palestiniens qui voudraient refilet la patate chaude à l'occupant et ne plus lui offrir d'alibis en maintenant en vie un organisme paralysé et agonisant. (...)

[- www.info-palestine.net](http://www.info-palestine.net)

7 Dissoudre tous les services - et repartir, par Michele Giorgio.

15 juin 2007.

Existe-t-il une possibilité de sortir de l'impasse de la guerre civile à Gaza ? La question réclame une réponse urgente. Pour Ahmed Yusef, conseiller du Premier ministre Haniyeh et « théoricien » du tournant politique du Hamas, la solution se trouve dans une conception de systèmes de sécurité complètement différente de ceux qu'on a vus jusqu'à présent sur le terrain.

« Il faut abolir une grande partie des services secrets existants, peu importe s'ils soient fidèles au président Abou Mazen ou au Hamas, et créer un nouvel organisme qui représente notre nation et serve les intérêts de tous les Palestiniens » dit-il en expliquant que Hamas et Fatah sont proches d'une entente sur ce point là. Nous avons interviewé Ahmed Yusef dans sa maison de Rafah, au sud de la Bande de Gaza. (...)

www.info-palestine.net

8 Le FPLP et le FDLP ont organisé une manifestation populaire place du soldat inconnu et dénoncent la folie sanguinaire qui sévit à Gaza.

15 juin 2007.

Les manifestants ont scandé des slogans appelant à l'unité nationale et dénonçant tout type de divisions ainsi que le recours aux armes au sein de la Palestine, et ce au moment où l'ennemi sioniste élève sa cruelle offensive sur le peuple palestinien.(...)

- www.protection-palestine.org

4-2 Khaled Mechaal : Hamas n'a pas l'intention de prendre le pouvoir et le problème n'est ni avec Fateh ni avec Mahmud Abbas.

Khaled Mechaal, président du bureau politique du mouvement Hamas, a déclaré, au cours d'une conférence de presse à Damas, que son mouvement n'a pas l'intention de prendre le pouvoir de l'Autorité palestinienne, expliquant que ce qui s'est déroulé à Gaza fut un "pas nécessaire pour traiter une situation qui a voulu s'imposer à tous".

Il a déclaré : "l'idée de séparer le pays est absolument inacceptable. Gaza n'est pas au Hamas tout comme la Cisjordanie n'est pas à Fateh, Hamas fait partie du pays, le pays appartient au peuple palestinien, ce n'est un monopole ni pour Fateh ni pour Hamas.

Il a insisté, disant : Hamas n'a aucunement l'intention de faire un coup d'Etat sur le système politique palestinien. Nous avons frappé à la porte du pouvoir pour y entrer, et nous sommes entrés par ses portes les plus larges, les élections démocratiques, tout comme Hamas fait partie de la légitimité, pourquoi ferait-il un coup d'Etat contre lui-même? " Il a expliqué: Rien n'est changé dans la situation à Gaza, sur le plan juridique et politique, Hamas ne gouverne pas Gaza, mais nous avons réglé une situation critique et nous n'avons pas changé la situation politique ou juridique".

Les décisions de Abbas ne résolvent pas la crise

Concernant les décrets et décisions émises par le président de l'autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, qui ont démis le gouvernement d'union nationale et décrété l'état d'urgence, le président du bureau politique du mouvement Hamas a déclaré que "les actions de Mahmoud Abbas ne résolvent pas la crise expliquant que la division sur la scène palestinienne est visible, à la surface.

Il a fait porter la responsabilité de cette situation à la communauté internationale, "sans pour autant nous dédouaner en tant que Palestiniens, mais la communauté internationale s'est tue sur les crimes de l'occupation et a ignoré les souffrances palestiniennes, il n'a pas soutenu le peuple à créer son Etat, à libérer sa terre et à récupérer ses droits et mettre fin à l'occupation. La communauté internationale s'est retournée contre ses propres valeurs démocratiques en punissant le peuple palestinien à cause de son choix démocratique en votant pour le Hamas".

Il a considéré que ce qui s'est déroulé à Gaza ces jours récents fut "une mesure obligatoire pour traiter une situation qui a voulu s'imposer sur tous. Notre peuple, qui souffre depuis des décennies à cause de l'occupation, souffre également de l'anarchie sécuritaire, et le peuple a élu Hamas pour plusieurs raisons dont celle d'instaurer la sécurité, indiquant qu'il fallait traiter cette question pour les intérêts du peuple, car depuis un certain temps, nous sommes dans le cycle apaisement, puis accord, puis nouvelle vague de conflits, etc... Notre peuple est fatigué et il fallait protéger sa sécurité."

Dans sa conférence de presse, Mechaal a dit: "Il nous faut maintenant, après avoir résolu la question sécuritaire, non en l'arrangeant mais en supprimant les obstacles qui s'opposaient à régler la crise sécuritaire, traiter la question de manière radicale et véritable, et non en se tournant mutuellement le dos."

Il a appelé à un dialogue palestino-palestinien, qui commence entre Hamas et Fateh sous supervision arabe, affirmant qu'il a déjà contacté de nombreux responsables arabes leur demandant non d'être une partie du problème mais une partie de sa solution, et qu'ils supervisent un dialogue sérieux entre nous et entre Fateh et Abbas, pour traiter la crise actuelle et proposer des solutions afin de ne pas renouveler des accords qui sont vite remis en cause."

Il a insisté sur la nécessité de régler la crise sur la base que la situation est "indivisible, avec un gouvernement central qui gère la Cisjordanie et Gaza, ce gouvernement sera à tous et la patrie est à tous, sur la base qu'il n'y a pas une crise réelle entre les organisations Fateh et Hamas, et sur la base qu'il faut nous accorder sur la solution."

Il a indiqué qu'il a expliqué aux responsables arabes qu'il y a deux questions essentielles qui doivent être résolues: la question sécuritaire, et qu'il est "nécessaire de refonder les appareils sécuritaires pour qu'ils soient nationaux, formés sur une base nationale et professionnelle et non sur la base partisane et groupusculaire, et qu'ils ne soient ni sous la direction du Fateh ni du Hamas, qu'ils ne soient pas non plus partagés entre parts à Gaza et la Cisjordanie, et que ces appareils soient la référence nationale".

Il a affirmé ensuite que la question sécuritaire est le déclencheur de toutes les crises précédentes, attirant l'attention qu'il y a des parties qui ne veulent même pas que le président de l'Autorité Mahmoud Abbas règle la question."

Il a ajouté que la seconde question qui doit régler de manière radicale est "comment gérer la situation intérieure, quels sont nos outils politiques, nous avons besoin d'un gouvernement d'unité nationale, avec la participation de toutes les forces, nous avons besoin d'un gouvernement d'union nationale sur laquelle nous nous mettons d'accord à propos de tous les détails", considérant que le peuple palestinien est aujourd'hui devant un tournant historique:

Concernant la situation en Cisjordanie et les agressions commises contre les partisans et les cadres du mouvement Hamas par le courant comploteur à l'intérieur du mouvement Fateh, Khaled Mechaal a dit: "Ce qui s'est passé à Gaza n'est pas dirigé contre Fateh, et pas un jour cela ne l'a été, car Fateh est notre partenaire dans la lutte, mais notre problème n'est pas avec Fateh, vous le savez bien, vous savez qui a comploté contre le président Abu Ammar à la fin de sa vie. Ne transportez pas la guerre fratricide vers la Cisjordanie, il ne faut pas que nous soyons entraînés par cette guerre fratricide.

Il a expliqué qu'il ne disait pas cela "parce que Hamas est faible en Cisjordanie, des milliers de ses hommes et de ses dirigeants sont emprisonnés, et ils n'ont pas la liberté de mouvement, et nous n'avons jamais ressenti que nous sommes faibles, mais ce qui se passe ne doit pas avoir lieu, et c'est pourquoi je demande à Fateh et aux institutions officielles de mettre fin à ce qui se passe.

Khaled Mechaal a insisté sur le fait que l'idée de déployer des forces internationales dans la bande de Gaza est absolument refusée, "nous ne les accepterons pas, il y a des Etats qui ont refusé cette idée, dont la Malaisie et l'Organisation du congrès islamique."

A propos du journaliste anglais kidnappé depuis trois mois, Alain Johnston, il a déclaré : "Bien que les Britanniques savent quelle partie a mené le kidnapping, ils savent qui a kidnappé le journaliste, que ni Hamas ni aucune autre organisation n'ont une responsabilité dans cet acte, mais parce que nous refusons tout kidnapping, dans l'absolu, nous avons suivi le dossier depuis des mois, en tant que mouvement, en tant que gouvernement et en tant que pouvoir et à présent, nous menons plus d'efforts encore pour régler ce dossier. Je suis certain que ceux qui ont kidnappé Jonston réaliseront que l'intérêt national exige qu'ils y mettent fin et j'espère qu'il sera bientôt libéré."

Centre Palestinien d'information

15 juin 2007

Traduction

Centre d'Information sur la Résistance en Palestine

Mail envoyé par cirepal

4-3 La Palestine trahie par les siens.

Ô ARAFAT, Réveille-toi ! Les tiens sont devenus fous, ils ont perdu ta voie ! Toi qui avais consacré ta vie pour la noble Cause de ton peuple, en paix reposes-toi en paix dans ta nouvelle demeure éternelle, qui t'innocente de toutes politiques criminelles. Tes ennemis t'ont assassiné avec la complicité de ceux que tu croyais proches de toi. Et tu as été trahi par tes collaborateurs en qui tu avais confiance et foi. Et pour tromper encore ton peuple, dans la trahison ils ne jurent que par toi.

Tes ennemis t'ont assassiné parce que tu ne voulais pas endosser la cape de Karzaï - le traître du peuple afghan, la marionnette US en soi.

Le monde se souvient et se souviendra toujours de ta fidélité à ton peuple et sa Cause jusqu'à ton dernier souffle, à l'extinction de ta voix.

L'Histoire te réserve une place en première loge, parmi les grands Révolutionnaires du monde qui défendent leurs principes et auxquels tu crois.

ARAFAT, réveille-toi pour raisonner les fous parmi les tiens qui plongent ton peuple dans une guerre fratricide. Ils ont effacé d'un seul trait de plume les soixante ans d'une Résistance exemplaire dont tu as été l'artisan et le modèle pour le maintien de l'unité de ton peuple jusqu'à ton assassinat. Après ta mort, tes ennemis ont assassiné la démocratie que tu as longuement préparée et défendue au sein de la Résistance que tu dirigeais avec fermeté et avec joie. Puis, les faux démocrates des puissances ont affamé ton peuple pour le diviser et faire de tes successeurs les Karzaï de Palestine qui sont soumis à leurs ordres.

Les ennemis qui n'ont pas pu te mettre à genou hier frottent les mains aujourd'hui en voyant ton peuple s'entretuer - ils savourent leur victoire, celle qu'ils n'ont pas obtenue de toi. Ta vie a été un cauchemar pour eux, et ta mort leur a donné l'occasion de traîner tes successeurs dans la boue, à cœur joie. Quant à ton peuple, il a

perdu le père unificateur en toi dont la vie était pour lui l'Espoir dans l'avenir, et ta disparition lui a laissé un vide immense, qui sera difficile à combler après toi.

Comme dit l'adage chinois : « Tout homme doit mourir un jour, mais les morts n'ont pas les mêmes significations. Il est des hommes dont la mort pèse le poids d'une montagne et d'autres leur mort pèse moins qu'une feuille morte ».

Toi ARAFAT, ta mort a pesé, pèse et pèsera le poids de toute la Palestine sur ton peuple. Quant celle des « Karzaï », elle pèsera moins qu'une feuille morte, et leur mort lui sera plus utile que leur vie de traître. Que la honte soit éternelle pour ceux qui ont trahi ta cause, la cause de ton peuple. Que la honte soit éternelle pour ceux qui ont affamé ton peuple et le poussé à cette guerre fratricide. Que la honte soit éternelle pour les régimes traîtres dits arabes, qui ont favorisé cette guerre au sein de ton peuple, par leur intelligence avec l'ennemi, par leur lâcheté ou par leur silence honteux devant la plus grande injustice de l'Histoire de l'humanité.

Perdu la source : La rédaction

4-4 Extraits de la réponse du Ministre D. Reynders.

(lettre disponible sur demande à dominicwa@yahoo.fr) :

« Lorsque nous recevons des produits israéliens et que les douanes ont des doutes sur l'origine réelle des produits, des contrôles sont toujours demandés a posteriori afin d'être sûr que le régime préférentiel sollicité (NDT : non taxation des produits conformément à l'accord d'association) n'est pas contraire au respect du droit international (sic).

La communication de la liste officielle des produits importés des territoires occupés que vous sollicitez, relève des attributions des services du Commerce extérieur (...). Par ailleurs, même si j'étais en possession de ces informations, je serai tenu au secret et ce, en vertu de l'article 320 de la loi générale sur les douanes et accises du 18 juillet 1977 (...) ».

« En ce qui concerne l'argent perçu par la Belgique dans ce cadre, il s'agit de droits de douane (...). Chaque pays rétrocède à la Commission 75% des montants perçus et en conserve 25% (...). En Belgique, ces 25% sont versés au budget des Voies et Moyens et servent au paiement des dépenses de l'Etat fédéral comme n'importe quel autre impôt (...) »

« Votre question relative à l'identification de l'origine des produits relève également du Commerce extérieur. Les douanes ne font qu'exécuter les contrôles prévus par ce Service Fédéral à ce sujet ».

Aux dires de la Commission européenne, la législation européenne actuelle n'impose pas le marquage de l'origine des produits industriels et à l'exception de quelques produits, les produits agricoles exportés par des sociétés israéliennes dans les territoires occupés ne sont pas identifiables par un étiquetage particulier.

Bref, au lieu d'adopter une politique conforme à ses discours officiels et d'interdire tout commerce que ce soit avec les entités illégales que sont les colonies, au lieu de suspendre (au moins) l'accord d'association avec Israël vu les violations répétées de l'article 2 des accords Euromed depuis des années, l'Union Européenne se rend complice des crimes de guerre israéliens, de même que les Etats qui la composent. Se faisant, elle préserve ses propres intérêts et défend indirectement les grandes sociétés européennes commerciales et industrielles impliquées d'une manière ou d'une autre dans la colonisation et qui sont elles-mêmes - quand bien même elles affirment ne pas vouloir faire de politique - complices des crimes de guerre d'Israël.

Waroquiez

5 Annexes

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

5-1 Khaled Amayreh : Le nouveau président d'Israël : un criminel de guerre par excellence.

Pour beaucoup en Occident, le nouveau président d'Israël, Shimon Peres, est un homme d'Etat respectable et un homme de paix. Pourtant, en réalité, Peres est un raciste répugnant et un criminel de guerre qui a des flots de sang innocent sur les mains.

En 1993, Peres a acquis une image d'homme de paix pour son rôle dans la conclusion de la Déclaration de Principes, plus connue sous le nom d'Accords d'Oslo, avec l'Organisation de Libération de la Palestine (PLO). L'accord fondamentalement vague, que l'OLP et Israël ont interprété différemment, et même de façon contradictoire, a permis à Israël d'imposer sa propre interprétation **et, en conséquence**, de consolider son contrôle serré de tous les aspects de la vie palestinienne sous la rubrique décevante de la paix.

Et lorsque feu le dirigeant palestinien Yasser Arafat a dit à son peuple, au milieu des années 90, que l'Accord mènerait finalement à la création d'un Etat palestinien avec Jérusalem Est comme capitale, Peres a fait remarqué, de façon sarcastique : "*Je ne peux pas poster un garde sur les lèvres d'Arafat*"

Peres, né Szymon Perski à Vishniova, Belarus, en 1923, a une longue histoire au service de la funeste

entreprise sioniste en Palestine.

Au milieu des années 1950, il a introduit l'armement nucléaire au Moyen Orient lorsqu'il a signé un accord secret avec le gouvernement français, selon lequel la France s'engageait à fournir à Israël le réacteur de Dimona, dans le but explicite de développer un arsenal de bombes et têtes nucléaires.

L'accord faisait partie d'un marché plus large selon lequel Israël achèterait également à la France les avions de guerre Mirage de Dassault, qu'Israël a ensuite utilisé pendant la guerre contre les Etats arabes en 1967.

Peres, qui fut un protégé de David Ben Gourion **et** une figure importante du Mapai, prédécesseur du Parti Travailleuse, a conspiré avec la France et la Grande-Bretagne pour lancer l'invasion tripartite (Angleterre – France – Israël) de l'Egypte, pour renverser le président égyptien **Gamal Abdul Naser**. Ce qui a permis à Israël de lancer une agression flagrante sur l'Egypte et occuper la Péninsule du Sinaï.

A la suite de l'occupation de la Cisjordanie, Peres a soutenu avec enthousiasme une campagne extrêmement agressive des colons juifs talmudiques, **connue sous le nom de Gush Emunim**, pour voler la terre palestinienne et construire des colonies pour juifs seulement.

Le but de ce vol de terre à grande échelle était double :

. bâtir une colonie juive près de chaque ville et village arabe, **de manière à ce que les colons messianiques harcèlent les palestiniens indigènes et les fassent fuir**,

- créer d'irréversibles "**faits accomplis**" en Cisjordanie pour qu'il soit **impossible**, pour tout futur gouvernement israélien, de les retirer des territoires occupés.

La criminalité et la cruauté de Peres a atteint son summum en 1996 lorsqu'en tant que Premier Ministre, il a ordonné à l'armée israélienne, la Wehrmacht juive, de bombarder les forces de maintien de la paix des Nations Unies, dans le village de Qana, où des centaines de civils libanais avaient cherché refuge contre les bombardements indiscriminés israéliens des villages et hameaux libanais, au sud Liban.

Les bombardements, au cours duquel de lourdes pièces d'artillerie ont été utilisées, a tué au moins **101 enfants et femmes**, et blessé et mutilé beaucoup d'autres.

Les écrans de télévision partout dans le monde, sauf probablement dans les médias américains contrôlés par les sionistes, ont montré des images horribles, fantasmagoriques, d'enfants décapités et de civils innocents en morceaux.

Les officiels des Nations Unies au sud Liban ont attesté solennellement que le bombardement gratuit avait été **lancé en toute connaissance de cause et délibérément**, étant donné le fait que le site était signalé de façon claire et visible.

De plus, un rapport plus complet diffusé ensuite au siège des Nations Unies à New-York a dit très clairement que **"le bombardement était une action délibérée"**.

Comme d'habitude, Israël et son allié-gardien les Etats Unis ont contesté le rapport **et ont déclaré que** les atrocités étaient **"un dommage collatéral"** et avaient eu lieu **"par erreur"**.

Il est intéressant de voir que jusqu'à aujourd'hui, ni le gouvernement israélien, ni "**Monsieur Paix**" (Shimon Peres) n'ont présenté leurs excuses **pour le massacre de Qana**.

Loin de s'excuser, l'armée israélienne a exécuté un autre massacre à Kfar Qana, l'année dernière, au cours de sa campagne génocidaire contre le Liban, qui a également vu le largage de 3 à 4 millions de bombes à fragmentation partout dans le pays. Presque chaque jour, un enfant ou un fermier ou un berger libanais est tué ou blessé par celles qui n'avaient pas encore explosé.

Au cours des quelques années passées, Peres a agi comme un défenseur éloquent mais absolument mensonger et apologiste du comportement néo-nazi d'Israël contre les Palestiniens.

Lors de ses fréquentes apparitions à la télévision, Peres a défendu tous les crimes israéliens en Cisjordanie, dans la Bande de Gaza et au Sud Liban.

Peres, qui a partagé le Prix Nobel de la Paix avec Yitzhak Rabin et Yasser Arafat en 1995, grâce à la dégénérescence morale de notre monde, a défendu le vol de terre du "Mur de Séparation" construit sur la terre palestinienne volée en Cisjordanie.

Il a défendu la politique israélienne d'exécutions extra-judiciaires des résistants palestiniens, **comme la pratique affreuse** d'extermination de familles entières de politiciens et combattants palestiniens, **comme les familles Abu Queik et Khail al Hayya (voir "Les Juifs ont commis un holocauste contre ma famille", www.thepeoplesvoice.com)**

Bien sur, contrairement à d'autres menteurs sionistes professionnels, Peres cherche toujours à améliorer sa défense de l'indéfendable avec de jolies petites phrases et des sentiments qui sonnent humains de chagrin et de regret. **Malheureusement**, la supercherie vide et insincère peut marcher, **en particulier auprès des présentateurs vedettes ou des interviewers crédules et/ou ignorants, qui vont rarement** au-delà des causettes sympa, craignant de s'attirer le mécontentement des sionistes.

Après chaque atrocité sur les enfants palestiniens ou libanais, Peres clame que **"La paix ne sera en vue que lorsque les Arabes apprendront à aimer leurs enfants plus qu'ils ne haïssent les Juifs"**.

De tels arguties ne sont que la continuation de l'infâme déclaration de Golda Meir : **"Les Juifs peuvent pardonner aux Arabes pour le meurtre de leurs enfants, mais nous ne leur pardonnerons pas de nous obliger à tuer leurs enfants."**

Tous les criminels de masse essaient de masquer leurs crimes.

Les Nazis ont probablement dit des choses semblables pour justifier **leurs actions de génocide**.

Ca ne veut d'ailleurs rien dire parce que l'important n'est pas ce que les criminels, que ce soient les Juifs en Cisjordanie ou les Allemands dans le Ghetto de Varsovie en 1944, disent, mais ce qu'ils font.

En bref, Peres, qui va devenir Président d'Israël et succéder à Moshe Katsav en disgrâce, n'est rien d'autre qu'un criminel de guerre et un tueur d'enfant. Le fait qu'il soit reçu avec respect, et même probablement avec quelque admiration dans le monde, n'y change rien.

Source : [Maan News](#)

Traduction : MR pour ISM

Sources [ISM](#)

Posté par Adriana Evangelizt

5-2 La réalité de l'occupation en Cisjordanie.

Une nouvelle carte de la Cisjordanie (voir plus bas), 40 ans après sa conquête par Israël, donne l'image la plus claire à ce jour d'un territoire où 2 millions de Palestiniens sont confinés dans plusieurs dizaines d'enclaves, séparées les unes des autres par des routes, des colonies, des clôtures et des zones militaires.

Produite par le bureau aux affaires humanitaires des Nations unies, cette carte se fonde sur une observation précise du terrain et sur l'analyse de photos satellites. Elle fournit une image générale dont on dit qu'elle est plus complète que celles de l'armée israélienne.

Le résultat des infrastructures israéliennes, civiles et militaires, est de rendre 40% du territoire (soit la superficie de l'Etat du Delaware, ou du comté anglais du Norfolk) inaccessible aux Palestiniens.

Le reste du territoire, dont d'importants centres urbains comme Naplouse et Jéricho, est divisé en enclaves isolées. La circulation entre ces enclaves est restreinte par la présence de 450 barrages routiers et de 70 check points.

Les fonctionnaires des Nations unies qui ont réalisé cette carte ont porté tout spécialement leur attention sur les terres réservées aux colonies, les routes réservées à l'usage exclusif des colons, la clôture de séparation, les zones militaires fermées et les réserves naturelles.

Ce qui reste est une zone d'habitation dont il faut remarquer qu'elle ressemble au territoire réservé à la population palestinienne dans les propositions israéliennes de sécurité qui ont suivi la guerre de 1967.

Ce processus d'enclavement civil s'est accéléré au cours des années, depuis le début de la deuxième Intifada en septembre 2000, avec la réintroduction par Israël de son contrôle militaire, y compris dans des zones qui étaient jusqu'alors sous le contrôle sécuritaire de l'Autorité palestinienne.

Un réseau routier conçu pour faciliter les déplacements des colons limite l'accès entre enclaves palestiniennes.

Un réseau routier secondaire, en train d'être construit, est censé permettre aux Palestiniens des déplacements limités, par des tunnels ou des ponts.

Certains diplomates affirment que l'effet de ces modifications d'infrastructure serait d'officialiser la cantonisation de facto de la Cisjordanie. Environ 450.000 Israéliens vivent en Cisjordanie et à Jérusalem Est, et les colonies ont connu un taux de développement d'au moins 5,5% par an, contre moins de 3% chez les Palestiniens.

Cette carte est l'un des documents dont la publication a coïncidé avec l'anniversaire de la guerre de 1967.

Amnesty International a publié un rapport qui accuse Israël de vol de terres en Cisjordanie [1] et a appelé à une action urgente pour protester contre "l'étendue des violations des droits de l'homme commises sous l'occupation."

Le ministère israélien de la justice a qualifié ce rapport "d'unilatéral, immoral et truffé d'erreurs."

Cet article comportant une carte, nous vous invitons à le lire sur notre

[La carte rappelle bien mieux que toutes les analyses ce que signifie l'occupation en Cisjordanie]

site : <http://www.lapaixmaintenant.org/article1637>

Trad. : Gérard pour La Paix Maintenant

Financial Times, 4 juin 2007

<http://www.ft.com/cms/s/728a69d4-12b1-11dc-a475-000b5df10621.html>

5-3 Discours du Dr. Hisham Bustani, de l'Alliance du Peuple Arabe Résistant.

Discours retransmis par vidéo conférence au 1er Congrès du CARC (Partito dei Comitati di Appoggio alla Resistenza – per il Comunismo – Parti des Comités de Soutien à la Résistance – pour le communisme), 19 et 20 mai 2007, à Viareggio (Italie).

Bonjour Camarades, Je vous salue et vous transmets les salutations et le soutien du Forum de la Pensée Socialiste de Jordanie, et le soutien de l'Alliance du Peuple Arabe Résistant, qui est l'organe de coordination de nombreuses organisations arabes qui, comme vous, reconnaissent l'importance et le rôle central de la résistance en ce moment particulier de l'histoire

La résistance n'est PAS une réaction, mais un processus qui rétablit l'existence humaine sur les bases de la justice et de la dignité. La résistance est un processus révolutionnaire de réintroduction de l'individu et de la société comme moyen et but d'un vaste effort de libération contre l'impérialisme et ses mécanisme, contexte, modèle et évolution historique désastreux.

Camarades,

Je vous remercie de m'avoir invité à participer au Premier Congrès des Comités de Soutien à la Résistance –

Pour le Communisme, en Italie, et je vous demande de m'excuser de ne pas pouvoir participer en personne, à cause d'engagements antérieurs, mais j'ai été très intéressé par le fait que votre parti est fortement engagé dans la Résistance, qu'il en a fait un élément clé de la forme condensée dans laquelle il se présente, c'est-à-dire son nom.

Ceci reflète une compréhension dynamique de la situation actuelle, et c'est aussi évident dans le choix de la personnalité sous l'égide de laquelle vous avez placé votre réunion, Antonio Gramsci, qui fut un véritable innovateur, ouvrant de nouveaux horizons de compréhension qui sont toujours d'actualité et valides aujourd'hui, en particulier les concepts de Révolution passive, de Guerre des positions et son analyse de la Société civile et du rôle des intellectuels.

Gramsci avait un regard critique très actif, et c'est ce regard qui est absolument nécessaire aujourd'hui pour voir l'état actuel de l'Impérialisme, et l'état des forces anti-impérialistes.

Je n'ai pas besoin de revenir sur la crise de l'impérialisme. Les Etats-Unis se retrouvent actuellement dans un énorme merdier en Irak, grâce à la courageuse résistance armée du peuple irakien. Les Etats-Unis et leur allié "Israël" ont subi une lourde défaite l'été dernier grâce à la résistance libanaise, alors qu'en Palestine, le peuple se bat activement tous les jours contre le projet sioniste, en dépit d'un embargo et un siège économiques et politiques, dans lesquels l'Europe joue un rôle clef.

En conséquence de la crise, les Etats-Unis changent continuellement de tactiques : un jour ils parlent de "réforme" et de "démocratie", le lendemain ils mettent en avant une approche sécuritaire "anti-terroriste" ; un autre jour, ils envisagent une attaque terrible contre l'Irak, et ensuite ils essaient de discuter avec les Iraniens, etc.

Nous vivons en ce moment des moments historiques. Historiques au sens où c'est MAINTENANT le bon moment pour que les forces anti-impérialistes se mettent en mouvement, et s'assurent de la défaite de l'impérialisme dans la région arabe. Si les Etats-Unis sont vaincus en Irak, ce sera un coup majeur porté à TOUS les projets de "rêve impérialiste" : depuis le soi-disant "Nouveau Moyen-Orient" au niveau géopolitique ; à l'abandon des droits des travailleurs sur l'autel de la globalisation et de l'économie néo-libérale ; jusqu'à l'élimination totale de l'être humain par des lois oppressives sous la bannière de "l'Anti-Terrorisme", les détentions secrètes, les déportations secrètes de gens, et les actes abominables de torture.

Je dis que MAINTENANT est le moment historique de porter un formidable coup à l'impérialisme, mais la question importante, c'est : faisons-nous un effort actif pour y arriver ? Sommes-nous prêt pour cette tâche historique ? Chacun de nous comprend-il la nécessité et la complexité de son rôle ?

Les Etats-Unis n'attendent pas que le mouvement anti-guerre en Europe et ailleurs se décide sur le soutien ou non à la lutte armée en Irak, au Liban et en Palestine !

En avril dernier, nous avons commémoré la 4ème année de l'invasion de l'Irak et ce mois-ci, le 15 mai, nous avons commémoré la 59ème année de la Catastrophe en Palestine et la création de l'entité sioniste "Israël". Allons-nous attendre encore 59 ans, ou plus, jusqu'à ce que la Palestine se répète en Irak – ou pire -, pour commencer à reconnaître le droit normal des peuples à résister à l'occupation par tous les moyens, et en particulier par la résistance armée ?

Pouvons-nous nous payer le luxe d'attendre qu'un mouvement de résistance qui concorde avec nos visions spécifiques surgisse, alors que l'occupation continue à tuer des gens, nous met devant le fait accompli, et contre-attaque ?

Si nous voulons que l'impérialisme soit vaincu en Irak, il est d'une importance capitale de mobiliser en Italie, en Europe, sur toutes les scènes du mouvement anti-guerre, pour le soutien inconditionnel des mouvements de résistance armée dans la région arabe, qui sont tous qualifiés de "terroristes" par les standards officiels des Etats Unis et de l'Union Européenne.

Pendant que nous restons assis à attendre, l'impérialisme avance. Laissez-moi vous en dire plus en quelques points :

Un premier point : En raison du manque de soutien à la résistance libanaise, et bien qu'elle ait réussi à défaire l'agression sioniste l'été dernier, l'Union Européenne et autres troupes internationales ont été déployées au Liban dans le seul but de protéger "Israël", et les forces réactionnaires à l'intérieur du Liban essaient de faire glisser le Hezbollah de son front principal, qui est de combattre les plans US et israéliens, vers une bataille intérieure avec le gouvernement !

Un autre point : En raison du manque de soutien à la résistance en Palestine, et de l'échec à faire face à l'embargo politique et économique imposé au gouvernement Hamas élu, parmi d'autres facteurs internes et externes, nous avons vu la transformation de la bataille en Palestine d'une bataille ouverte avec les sionistes à un conflit intérieur grandissant entre les deux factions palestiniennes principales d'un gouvernement qui est basé sur les Accords d'Oslo, un gouvernement qui tire sa légitimité de la reconnaissance de l'occupation sioniste, et un gouvernement qui ne peut pas réellement gouverner, sauf à être une force de sécurité par procuration pour les Israéliens.

Dernier point : En raison du manque de soutien à la résistance irakienne, les Etats-Unis ont partiellement réussi à renforcer les factions sectaires et mentent au monde en expliquant que la Résistance irakienne n'est pas autre chose qu'une faction d'un processus de guerre sectaire.

La crise de l'impérialiste est une réalité, mais ELLE N'EST PAS UNE FATALITE, parce que nous sommes nous aussi en crise ; si nous travaillons dur à unir nos efforts, nous tous comme RESISTANTS – pas seulement comme soutiens à la résistance-, et si nous travaillons dur à radicaliser les masses sur des positions sous-tendues par des principes et plus objectives, il sera possible d'en venir à bout.

En définitive, je souhaite proposer à votre congrès quelques tâches qui peuvent être utiles dans ce contexte :
Première tâche : Pousser pour le soutien à la résistance armée dans la région arabe, et en tant qu'outil, on peut utiliser l'expérience de la Résistance armée contre le fascisme en Europe. Il faut briser, en Europe, le tabou du soutien aux luttes de résistance armée.

Deuxième tâche : Il faut mener des actions contre toute coopération, aide, visites... italiennes ou européennes avec le gouvernement irakien fantoche. Même le plus petit geste envers ce gouvernement clientéliste en Irak doit donner lieu à de fortes protestations et doit être dénoncé.

Troisième tâche : Il faut que les troupes de l'Union Européenne et étrangères quittent le Liban et ceci nécessite une pression massive des peuples d'Europe. L'intervention franco-US au Liban doit également être combattue.

Quatrième tâche : l'embargo politique et économique sur la Palestine doit être fortement combattu, et en même temps, faire des campagnes de sanctions, désinvestissements et boycott contre "Israël".

Cinquième tâche : La politique du "deux poids – deux mesures" et la distorsion sur la question de la Palestine doivent être dénoncées. Le problème palestinien n'a PAS commencé en 1967, et il faut en finir avec l'aveuglement ou l'amnésie de masse sur l'occupation de 1948 de la terre arabe et du mouvement sioniste bien avant cette date. Je ne sais pas comment on pourrait trouver acceptable une partie de l'occupation (celle de 1948) et rejeter l'autre (celle de 1967).

Un effort doit démarrer en Europe et ailleurs pour re-introduire la lutte en Palestine comme la lutte entre le projet de libération arabe d'un côté, et le projet impérialiste-sioniste de l'autre... pour DIRE que "Israël" est une entité illégitime, et qu'il n'y aura pas de paix, pas de justice, dans la région arabe et dans le monde tant que cette entité ne sera pas éliminée.

Sixième tâche : Les camarades en Europe, en Italie, doivent faire un effort pour faire passer ce discours et cette analyse en invitant des arabes progressistes qui partagent cette ligne dans les événements locaux, continentaux et globaux. Malheureusement, beaucoup des orateurs arabes qui sont censés être les représentants de la voix arabe ne sont rien d'autres que des marionnettes sponsorisées par des ONG, et ils répètent ce qui est acceptable pour leurs sponsors.

Si vous arriviez à tout ça, nous pourrions, depuis notre région, saluer et soutenir vos efforts, en Italie et en Europe, de tendre vers une position dictée par des principes.

Septième tâche : Cela vaut la peine de mentionner que bien qu'établir un front global anti-impérialiste, d'Amérique du Sud à l'Europe à la Région arabe à l'Asie soit une tâche difficile, elle n'est PAS impossible et on peut y arriver avec davantage de coopération globale, et davantage de polarisation au niveau local.

Il y a tellement d'autres idées et sujets que j'aimerais partager avec vous, mais j'ai déjà pris beaucoup de votre temps.

Je vous salue à nouveau, et vous tends la main pour de futures coopérations.

Merci pour m'avoir offert cette opportunité, et restons UNIS DANS LA LUTTE.

Hisham Bustani

25-05

Source : [CARC](#)

Traduction : MR pour ISM